

LE FIGARO

Le Dossier de l'Enquête de la Cour de Cassation

DÉPOSITION

DU

Lieutenant-colonel en réforme

PICQUART

(Suite et fin)

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1892

Le président.—A quelle époque—pouvez-vous le préciser?—sont nés vos premiers soupçons quant à l'attribution possible du bordereau de 1894 à Esterhazy?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Il m'est difficile d'être absolument précis et affirmatif.

Cependant, je crois bien me souvenir de l'impression qu'a faite sur moi le récit de M. F. lorsque, au mois de juillet 1890, il m'a dit que R. C. lui avait tenu les propos suivants :

« Nous n'avons jamais eu de relations avec Dreyfus. Nous n'avons eu qu'un chef de bataillon, qui donnait surtout des renseignements relatifs au tir et à l'artillerie. »

Plus tard, lorsque j'ai eu de l'écriture d'Esterhazy en quantité considérable (deux lettres du 25 août, une adressée à M. Calmon-Maison et l'autre à M. Thévenet, les deux officiers d'ordonnance du ministre), la question d'écriture s'est imposée à mon esprit, et j'ai comparé l'écriture de ces deux lettres avec la photographie du bordereau.

La conviction qui s'est formée dans mon esprit, au premier examen, n'a pas été « Esterhazy unique auteur du bordereau », j'entends par là Esterhazy ayant écrit le bordereau et avoir fourni les pièces énumérées au bordereau.

Il fallait, pour être complètement fixé, que je fusse qu'il était exactement les autres griefs contre Dreyfus, et si je visse, par l'examen du dossier secret, s'il n'y avait pas des liens entre les accusations fournies par ce dossier et celles fournies par le bordereau.

Ce n'est qu'en discutant avec moi-même l'ensemble des éléments fournis par le dossier et par le dossier que j'ai pu avoir la conviction absolue que Dreyfus ne pouvait être incriminé ni par l'un ni par l'autre.

D'ailleurs, un document dont il serait très utile, je crois, de prendre connaissance, à tous les points de vue, c'est la note de quatre pages, datée du 1^{er} septembre 1890, que j'ai montrée au général de Boisdeffre, très probablement le 4^{er} septembre, et au général Gonse le 3 septembre, et dans laquelle j'expose l'état de l'affaire Esterhazy à cette date précise, et formule mes propositions pour sa continuation.

Le président.—Votre attention ne s'est-elle pas portée, à ce moment, sur le papier sur lequel était écrit le bordereau et qui présentait une nature caractéristique?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Je n'ai jamais eu le bordereau lui-même entre les mains en 1890.

Il était dans un dossier, scellé, qui n'a été ouvert qu'une fois, à ma connaissance, par le général Gonse qui est venu retirer un papier, dont il prétendait qu'on avait besoin, et qui est venu le remettre ensuite, m'a-t-il dit.

Si j'ai jamais eu le bordereau entre les mains, cela n'a pu être qu'une fois, en 1894.

Je n'ai donc pu faire entrer la particularité du papier en ligne de compte dans mon enquête de 1890.

Je me souviens qu'à l'époque de l'affaire Dreyfus une des légendes répandues au ministère était la suivante : le papier du bordereau était du papier qu'on emploie pour la photographie; Dreyfus, officier technique, devait certainement s'occuper de photographie, il a dû avoir de ce papier à sa disposition.

Rien, dans la perquisition, n'a confirmé cette hypothèse pour le papier.

Le président.—A l'époque de vos recherches sur Esterhazy, n'a-t-il jamais été question de l'emploi, par Esterhazy, de papier semblable à celui du bordereau?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Je ne m'en souviens pas.

Le président.—Vous n'avez donc pas pu savoir que, précisément fin août 1894, Esterhazy faisait une partie de sa correspondance sur du papier présentant avec celui du bordereau la plus grande similitude?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Absolument pas. Si je l'avais su, j'aurais été un indice de plus à joindre à ceux que j'avais déjà recueillis.

Je demande à ajouter ce qui suit :

« Au point de vue de la probabilité de la confection du bordereau par un officier d'artillerie, j'estime que, dans le paragraphe 5 du bordereau, est de nature à exclure l'idée que la personne qui propose de fournir ce Manuel de tir est un officier d'artillerie. »

En effet, ce qui est intéressant dans un nouveau Manuel de tir, ce sont les dispositions nouvelles, les principes nouveaux qui y sont contenus.

Or, ces dispositions sont novées, pour le profane, dans la masse des dispositions anciennes qui subsistent toujours dans

tout règlement. Puisque l'auteur du bordereau est si prodigue de notes, c'est-à-dire le cas, ou jamais, de faire une note sur ce que contenait d'intéressant un document qu'il jugeait difficile à se procurer, qu'il ne pouvait avoir à sa disposition que pendant peu de jours, et qui ne pouvait intéresser son correspondant qu'en raison d'une partie seulement de son contenu. Un officier d'artillerie, connaissant forcément l'ancien Manuel, pouvait faire ce travail avec la plus grande facilité.

L'auteur du bordereau, au contraire, propose à son correspondant de tirer lui-même du document ce qui peut l'intéresser, et, à défaut, il lui propose de lui faire copier le tout. Il ne se sent donc pas compétent pour faire la distinction entre l'utile et l'inutile, ce qui est bien étonnant pour un officier d'artillerie, surtout si cet officier a passé au 2^e bureau, où il vient de se rendre compte, par l'étude des règlements de l'arme à laquelle appartient son correspondant, des parties qui peuvent intéresser particulièrement ce dernier.

On a prétendu qu'il fallait se hâter d'arrêter Dreyfus, pour prévenir de nouvelles trahisons.

Je remarque qu'au moment où il a été arrêté, Dreyfus n'appartenait plus au ministère, mais qu'il était dans un régiment d'infanterie, où il n'avait pas, comme au ministère, de documents à sa disposition directe.

En tout cas, il n'y avait pas alors danger pressant.

Le président.—Savez-vous si, après la condamnation de Dreyfus, l'on a encore constaté des fuites au ministère?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Oui, j'ai cité un fait extrêmement important. Seulement, il serait nécessaire de vérifier si la pièce, dont j'ai vu la copie, a été imprimée après le départ de Dreyfus.

J'en suis presque certain.

J'ai l'impression que, cela nous indiquant une nouvelle trahison, mais je ne puis l'affirmer absolument.

Voici ce dont il s'agit :

En 1895 ou au commencement de 1896, un Anglais nous a envoyé une copie d'une pièce, que je suis presque absolument sûr être un tableau d'effectif de guerre, pièce ressortissant au 1^{er} bureau de l'état-major.

Il s'offrait à nous rendre cette pièce et disait que, si on ne lui donnait pas une somme qu'il indiquait, il la vendrait, je crois, aux Italiens.

Je préviens mes chefs, et je fis une enquête. Au 1^{er} bureau, on me dit que cette pièce avait dû passer par tant de mains qu'il était difficile d'incriminer personne, et que l'indiscrétion avait peut-être été commise au corps d'armée intéressé (je ne me souviens plus du numéro de ce corps d'armée).

L'enquête n'aboutit pas, mais il serait facile de retrouver tout ce qui concerne cette question : la lettre de l'Anglais et la copie de pièce livrée doivent se trouver dans les papiers de Henry.

Le président.—Il a été dit, par l'un des témoins déjà entendus, que la pièce dans laquelle se trouve « Ce canaille de D... » était fautive à la livraison des plans directeurs d'une ville frontière, ne s'appliquant point à Dreyfus.

Si cette pièce est arrivée au ministère de la guerre antérieurement au procès Dreyfus, il en résulterait qu'à cette époque, il y avait au ministère de la guerre une personne, autre que Dreyfus, qui commettait des actes de trahison?

Le lieutenant-colonel Picquart.—J'ai toujours entendu dire, et j'ai moi-même vu, que la pièce « Ce canaille de D... » était arrivée au ministère en 1894, avant l'affaire Dreyfus, qu'elle a donné lieu à des soupçons sur le personnel subalterne, ce qui est naturel étant donnée l'espèce des documents livrés, et qu'on n'a eu l'idée de l'appliquer à Dreyfus qu'au cours de l'instruction dirigée contre ce dernier.

Le président.—Vous nous avez dit que la conversation que vous avez eue avec M. F. au sujet des dispositions qu'un agent étranger (R. C.) manifestait de se mettre à la disposition de l'état-major français, avait été pour vous le point de départ des doutes qui avaient surgi dans votre esprit sur la culpabilité de Dreyfus, et que c'est dans ce sentiment que vous avez ménagé une entrevue entre cet agent étranger et deux officiers de l'état-major français.

N'avez-vous pas été surpris du mutisme observé par cet agent étranger lors de son entrevue avec les officiers français, et de son refus de révéler le nom du commandant qu'il avait désigné comme étant le seul officier français qui trahissait?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Ce mutisme m'a effectivement surpris; mais je dois faire les remarques suivantes :

L'agent s'était présenté à M. F., non sous le prétexte de lui donner des renseignements, mais en lui faisant part de ses craintes qu'il avait de se voir perdu auprès de ses anciens chefs par le service des renseignements de Paris. Les détails qu'il a donnés à ce sujet — et notamment le fait énoncé qu'il avait été dénoncé à ses chefs par un de nos anciens agents — étaient tellement précis que j'ai eu qu'il s'agissait réellement d'un homme qui craignait notre action et qui cherchait à nous désarmer autant qu'il le pouvait.

Je remarque, en outre, que l'attitude de l'agent, telle que me l'a dépeinte M. F., n'a pas du tout été la même que

celle que m'ont dépeinte Henry et Lauth. Ceux-ci le représentaient comme ne se laissant arracher les phrases que par lambeaux, tandis qu'au contraire M. F. le montre tout disposé à parler. M. F. me fit même connaître, après l'entrevue, que R. C. s'était plaint qu'on l'eût empêché de parler.

J'ai quitté Paris le 16 novembre 1890, pour une mission qui devait durer quelques semaines au plus, et qui devait s'étendre sur le territoire des 6^e et 7^e corps et qui, sans être indispensable et même nécessaire, offrait une certaine vraisemblance.

Comme on ne m'avait pas fait de reproches nettement énoncés, que je jouais plutôt par l'attitude que par les propos de mes chefs que je les avais mécontentés, j'aurais pu croire à une disgrâce passagère, ainsi que le général Gonse l'a d'ailleurs affirmé à la Cour d'assises (procès Zola).

Mais un fait, insignifiant en apparence, me montra qu'il y avait quelque chose de plus grave, et les événements l'ont démontré.

J'avais écrit au général Gonse, afin d'être absolument correct avec lui, que je repasserais par Paris, pour prendre un peu de linge, entre ma tournée au 6^e et celle au 7^e corps.

Ce déplacement était insignifiant.

Son annonce occasionna une sorte de panique à mon bureau.

Il était, en effet, convenu que je voyagerais dans le plus grand secret, et le général Gonse m'adressait même des lettres avec l'orthographe de mon nom modifiée.

Le jour où l'on reçut la lettre où j'annonçais que je passerais quelques heures à Paris, on m'expédia plusieurs télégrammes en clair, à mon nom, m'invitant à ne pas bouger avant d'avoir reçu une nouvelle lettre du général Gonse.

Ce fait me convainquit qu'il devait se passer quelque chose à Paris, et désormais j'apportai la plus grande attention à tous les incidents qui se produisirent.

La lettre du général Gonse, que je reçus le lendemain, me prescrivait de continuer ma mission sans revenir à Paris : les termes en sont assez embarrassés, ainsi d'ailleurs que ceux de toutes les lettres qu'il m'a écrites à cette époque.

Le président.—Les lettres échangées entre vous et le général Gonse pendant votre voyage auraient été publiées depuis dans un livre de M. de Pressensé. Reconnaissiez-vous l'exactitude de cette publication?

Le lieutenant-colonel Picquart.—Je sais bien qu'il y a eu une publication de M. de Pressensé sur mon compte; mais j'ignore ce qu'elle contient, et notamment la publication de ces lettres.

Elles sont d'ailleurs au dossier Fabre. Il y en a même, à ce dossier, que je n'ai jamais remises ni même montrées à Leblois.

Elles ont été saisies dans le tiroir secret de mon secrétaire, lors de la perquisition opérée chez moi sur les ordres de M. Fabre.

Dans la lettre que le général Gonse m'écrivit vers la fin de novembre, et à laquelle je fais allusion plus haut, il y a lieu de remarquer que ce général semble indiquer que ma mission prendra fin dans quelques semaines, alors que j'ai appris plus tard, à Tunis, que, dès cette époque, on était décidé à m'envoyer au 4^e tirailleurs, à Sousse.

Je fus envoyé ensuite au 14^e, puis au 15^e corps, ma mission devenant de plus en plus invraisemblable.

J'attire l'attention sur les lettres par lesquelles le général Gonse m'envoie à Marseille, sous le faux prétexte d'y retrouver le ministre et, en réalité, pour me faire embarquer, du jour au lendemain, pour l'Algérie.

Arrivé en Algérie, et chargé d'une nouvelle mission, je reçis une nouvelle lettre du général Gonse, me disant que cette mission n'était rien, que c'est en Tunisie que je trouverai un travail important.

C'est ainsi que j'arrive en Tunisie vers le milieu de janvier 1897, et que j'y suis affecté au 4^e tirailleurs. Le général Gonse m'affirmant que c'est provisoirement et pour que l'uniforme de mon régiment me permette de circuler partout sans être reconnu.

J'étais fixé depuis longtemps sur le sérieux de ma mission, et j'ai eu beaucoup à souffrir en faisant semblant d'y croire devant les généraux, notamment du 14^e et du 15^e corps, de la province de Constantine et de la Tunisie.

Il m'était impossible de réclamer, puisqu'on ne me faisait aucun reproche et que l'on me donnait une tâche qui, sur le papier et en n'examinant pas les choses à fond, paraissait plausible.

Cependant je m'inquiétais.

Je n'avais jamais parlé à personne, en dehors du ministre, du chef d'état-major, du général Gonse et du commandant Henry, de l'affaire Dreyfus et de sa connexion avec l'affaire Esterhazy.

Je n'y avais même pas fait allusion auprès de mes chefs militaires avec lesquels j'étais le plus lié, tels que le général Millet. Au mois de janvier 1897, ne sachant qu'il tout cela me conduisait, j'écrivis au général Millet pour lui dire que des raisons que je ne pouvais lui exposer me donnaient lieu de croire à des machinations contre moi, et je lui demandai de me rassurer.

Il m'écrivit une lettre très rassurante, me disant en substance que j'avais probablement cessé de plaire.

En janvier 1897, j'écrivis également au

général Gonse pour lui dire que, sentant bien que j'avais dû déplaire et qu'on ne devait plus me considérer comme propre à un service d'état-major, je demandais à rentrer définitivement dans la troupe et à ne plus être chargé de mission.

Le général me répondit que ma mission était toute de confiance et que je pourrais me consacrer définitivement au service de troupe quand elle serait terminée.

Pendant que le général Gonse m'écrivait toutes ces lettres, voici ce qui se passait à Paris. Je l'ai appris depuis, à l'enquête de Pellieux et à l'instruction Tavernier.

Mon courrier, que j'avais prescrit à Gribelin de m'envoyer dans mes différents déplacements (et je comprends dans ce courrier celui qui était adressé à mon domicile et qu'on renvoyait au ministère), ce courrier, dis-je, était décacheté et lu avant de m'être réexpédié.

Le général de Pellieux me l'a affirmé et m'en a donné la preuve en me montrant :

1^o La copie d'une lettre que m'avait adressée à mon domicile, 3, rue Yvon-Villareau, le nommé Germain Ducasse, que j'avais donné comme secrétaire à Mlle de Comminges, qui est âgée et ne peut que très difficilement lire elle-même.

Dans cette lettre, un passage avait attiré particulièrement l'attention et a servi de base, plus tard, à l'exécution de divers faux.

Ce passage est à peu près ainsi conçu : « Le demi-dieu demande chaque jour à la comtesse quand il pourra voir. »

Or, Ducasse, à la manie des surnoms : il avait appelé demi-dieu le capitaine Lellement, officier d'ordonnance du général commandant le 16^e corps, qui se réjouissait depuis longtemps de me retourner à Paris, lorsqu'il viendrait avec son général pour les opérations du classement, et qui ne m'y trouvant pas, ne sachant même où j'étais, car je n'avais averti personne, demandait souvent à la comtesse de Comminges, notre amie commune, quand il pourrait me voir.

Je n'avais pas informé Mlle de Comminges de ma mission.

C'est ce qui explique pourquoi Ducasse avait envoyé sa lettre à mon domicile.

Avant de passer à la deuxième lettre, je dois signaler une coïncidence : la lettre de Ducasse est datée, si je ne me trompe, du 20 novembre 1896.

Or, le deuxième rapport Guénéé, celui où il indique Leblois comme le *vieil ami* auquel j'aurais fait des confidences, ce rapport est du 21 novembre.

Le général de Pellieux m'a montré une deuxième lettre qui, celle-là, avait été non seulement ouverte et lue, mais encore interceptée, car j'en ai vu pour la première fois entre les mains du général de Pellieux, et jamais personne ne m'en avait parlé, jamais personne n'y avait fait allusion.

Cette lettre, datée du 15 décembre 1896, est signée *Speranza*; c'est, à mon avis, un faux : elle présente ceci de remarquable, d'abord qu'elle a été ouverte au service des renseignements par les procédés du cabinet noir, c'est-à-dire sans entamer l'enveloppe, de manière que celle-ci aurait pu être recollée sans que le destinataire s'aperçût de rien.

Cette lettre, autant que je m'en souviens, est adressée au lieutenant-colonel Picquart, 231, boulevard Saint-Germain.

L'écriture m'est inconnue.

En examinant de près la pièce, il m'a semblé remarquer, mais c'est à vérifier, que l'adresse aurait été écrite d'abord au crayon et ensuite seulement à l'encre.

L'orthographe de mon nom est rigoureusement exacte.

La lettre dit à peu près ce qui suit : « Votre brusque départ nous a mis dans le désarroi. L'époque des fêtes est particulièrement favorable à la reprise de l'œuvre. Revenez vite. Dites un mot. Le demi-dieu agit. »

Comme, au moment où le général de Pellieux m'a montré cette lettre, j'avais reçu un télégramme signé *Speranza*, et qu'il était question d'un demi-dieu, et qu'en raison de certaines particularités, que j'expliquerai plus tard, j'avais toutes les raisons de croire que ce télégramme émanait d'Esterhazy ou de quelqu'un de ses amis, je n'hésitai pas un instant à établir une corrélation entre la lettre et le télégramme *Speranza*, et je le dis très nettement au général de Pellieux.

Une chose m'a frappé, c'est qu'après l'incident provoqué par cette lettre à l'enquête de Pellieux, on ne m'en parla plus, et que c'est moi qui la signalai de nouveau à propos de l'instruction qui fut ouverte, sur ma demande, en janvier 1898, contre les faussaires auteurs des télégrammes signés *Blanche* et *Speranza*.

J'ai essayé par tous les moyens d'avoir des explications au sujet des raisons qui ont déterminé mes chefs à cacher la lettre *Speranza* comme une sorte de pièce secrète, sans jamais m'en parler, sans jamais y faire la moindre allusion jusqu'à l'enquête de Pellieux.

Au Conseil d'enquête du 1^{er} février 1898, j'ai demandé à M. le général Gonse de vouloir bien s'expliquer à ce sujet.

Il a dit au Conseil, et je rapporte sa réponse presque textuellement, « que la première lettre était arrivée ouverte, que la deuxième était une de ces lettres comme on envoie les espions, et que cela n'avait aucune importance ».

Comme j'essayais d'insister, le prési-

dent du Conseil d'enquête a clos l'incident.

A l'instruction de M. Fabre, j'ai dit à Henry, après notre confrontation et au moment où il sortait : « Pourquoi a-t-on ouvert ma correspondance ? »

Il m'a répondu, mais cette réponse pas plus que ma demande n'est consignée : « Adressez-vous au général Gonse. C'est lui qui était chef de service, c'est à lui que vous avez remis votre service. »

Lors de ma confrontation avec le général Gonse, je lui ai demandé à lui aussi des explications semblables.

Il a refusé de répondre.

Il s'en est suivi une altercation assez vive : M. le juge Fabre a refusé de poser aucune question, et moi j'ai refusé de signer le procès-verbal.

A l'instruction Bertulus, j'ai insisté sur la nécessité d'éclaircir les circonstances qui ont accompagné l'arrivée et la retenue de la fausse lettre *Speranza* au bureau des renseignements, ce faux me paraissant en corrélation évidente avec le faux télégramme *Speranza* qui avait motivé ma plainte.

Je ne sais pas que M. Bertulus ait porté ses investigations de ce côté. En tout cas, je n'en vois point trace dans son ordonnance telle qu'elle a été publiée.

Je reprends maintenant les faits où je les avais laissés.

Arrivé à mon régiment le 1^{er} février 1897, je crois, j'attends encore un mois ou deux les instructions qui devaient m'être envoyées pour la continuation de ma mission.

Mon départ précipité, qui s'était effectué sans que j'aie averti personne et sans que j'aie pu prendre la moindre disposition relative à mes affaires personnelles, m'avait occasionné des préjudices de tous genres.

En outre, j'étais fort inquiet, ayant la conviction qu'il devait se tramer quelque chose contre moi. Au mois de mars 1897, je me rendis à Paris, en permission régulière de huit jours.

Là j'arrangeai mes affaires, et je tâchai de voir le général Millet pour lui faire part de mes craintes : il ne me reçut pas.

Avant de rentrer en Tunisie, je confiai pour la première fois à un *vieil ami* — lieutenant-colonel comme moi et qui m'était absolument dévoué — que j'avais les plus grandes craintes à mon sujet, qu'on avait dû se tromper en 1894 dans le procès Dreyfus, et qu'à mon avis, le vrai coupable était un nommé Esterhazy.

Comme je ne le vis que quelques minutes, je n'eus pas le temps de lui en dire davantage.

Cet officier était employé au ministère de la guerre alors.

Je lui dis également que s'il m'arrivait malheur il fallait rechercher du côté du Paty et peut-être de Henry.

Je retournai immédiatement en Tunisie, et je tiens à remarquer qu'à ce voyage je ne vis pas Leblois.

Juste à ce moment, nos relations avec Henry étaient restées cordiales, de même que mes relations avec les autres officiers du bureau.

Je ne pouvais croire à une trahison de la part de mes anciens subordonnés — alors surtout que ma correspondance avec eux était restée amicale — et cependant, mes lettres ne pouvaient être ouvertes sans la connivence tout au moins de Gribelin et de Henry; je m'incrimine pas ici le concierge Capiot qui, en remettant mes lettres à Gribelin, ne pouvait avoir de mauvaises intentions.

Je ne sais plus à quelle époque précise (mais ce doit être en mars ou avril) j'eus des preuves de la duplicité de Henry à mon égard.

Il m'avait écrit une lettre fort convenable encore, en février si je ne me trompe pas, dans laquelle il parlait même des améliorations que je trouverais à mon retour.

Or, les propos qu'il avait tenus à diverses personnes, qui étaient venues au service des renseignements pour me demander, n'avaient pas été du tout dans le même sens.

J'en ai la preuve par une lettre que m'écrivit une personne qui nous servait par dévouement, et qui me racontait sa visite au bureau. Cette lettre ainsi que plusieurs autres, émanant de personnes que j'employais autrefois au service, m'étaient réexpédiées en Tunisie par les soins du bureau des renseignements.

Je perdais un jour patience et renvoyai une de ces lettres à Henry, en y épinglant la note suivante :

« Que l'on dise une bonne fois aux agents que je n'occupe plus mes fonctions, ou que j'ai été relevé de mes fonctions. Je n'ai pas à en rougir. Ce dont je rougis, c'est des mensonges et des mystères auxquels ma situation vraie donne lieu depuis six mois. »

Cette note est au dossier de M. le juge Fabre.

Henry me répondit une lettre qui, datée du 31 mai 1897, plusieurs jours après la réception de ma lettre, n'avait été mise à la poste que le 3 ou le 4 juin, après réflexion, par conséquent.

Connaissant l'habitude du ministère, et mis en éveil par la date tardive de la mise à la poste, je supposai immédiatement que cette lettre avait été montrée à mes anciens chefs, et je ne me trompais pas.

L'instruction Fabre a établi qu'elle a été montrée au général Gonse, que celui-ci a donné son assentiment à l'envoi de cette missive, et que le général de Boisdeffre en a été avisé.

Jamais, d'ailleurs, un subordonné n'au-

rait osé écrire une lettre semblable à son supérieur en grade — qui était, dans le cas actuel, son ancien chef — sans être soutenu en haut lieu.

Voici le sens de cette lettre, autant que je l'ai présentée à la mémoire : « Il ressort, après enquête, 1^o que vous avez fait ouvrir la correspondance d'une personne qu'il n'y avait pas lieu d'incriminer, et cela à l'étonnement de tout le monde, et pour des motifs étrangers au service. »

Ceci visait évidemment la surveillance exercée sur la correspondance d'Esterhazy.

Henry affirmait ainsi d'une façon très nette le néant de mes présomptions contre Esterhazy.

Il donnait même à entendre que j'avais ourdi contre Esterhazy une sorte de machination (motif étranger au service).

Dans le paragraphe 2, Henry affirmait fausement que j'avais essayé de suborner deux officiers du service des renseignements pour affirmer que l'écriture d'une pièce classée au service (évidemment le *petit bleu*) était d'une personne déterminée, et pour affirmer que cette pièce avait été saisie à la poste.

Dans le 3^e paragraphe, Henry m'accusait nettement d'avoir divulgué le dossier secret Dreyfus, et cela, disait-il, pour des motifs étrangers au service.

Enfin Henry affirmait que les preuves matérielles de toutes ces allégations existaient à la section de statistique.

Quand je reçus cette lettre (vers le 7 ou le 8 juin), une clarté se fit dans mon esprit. Je vis nettement qu'une machination devait avoir été préparée contre moi, qu'on la mettrait en œuvre le jour où cela paraîtrait nécessaire.

Je saisis pertinemment que toutes les allégations d'Henry étaient fausses, et une chose m'éclaira particulièrement : c'était le mot « des preuves matérielles existant à la section de statistique ».

Depuis que j'avais vu le dossier secret, je savais ce que c'était que les preuves matérielles de la section de statistique et l'usage qu'on en faisait.

d'un de mes amis, en prétextant qu'il avait des papiers à me rendre, ce qui était absolument inexact.

Huit jours après, le général Leclerc reçut l'ordre d'élendre, ma mission jusqu'à la frontière tripolitaine; on prenait pour prétexte un rapport que le général avait envoyé à quelque temps auparavant, qui signalait un rassemblement de cavaliers sans aucune importance à la frontière tripolitaine. Le général Gonsse devait avoir eu connaissance de ce rapport, car il avait sous ses ordres la section dite d'Afrique.

Le général Leclerc trouva l'ordre étrange, me convoqua à Tunis, me demanda des explications; et là, pour la première fois, je lui dis exactement de quoi il s'agissait. Le général me dit qu'il allait demander de nouvelles instructions, que je ne devais pas me presser de partir, et qu'en tous cas, je ne devrais pas dépasser Gabès.

Je rapproche la date de mon envoi à la frontière tripolitaine de celle de la lettre qu'écrivait Esterhazy au ministre de la guerre pour lui signaler mes agissements; la lettre d'Esterhazy est du 25 octobre; le dernier délai pour le départ de Paris de la lettre qui m'envoyait vers la Tripolitaine est le 27 octobre.

Je regrette que le général Gonsse ait cru devoir déclarer à la Cour d'assises (procès Zola) que j'avais été envoyé à la frontière tripolitaine par suite de mouvements qui étaient une répercussion des troubles de Macédoine, mouvements dont on aurait eu connaissance par une voie détournée.

La voie n'était pas détournée, puisqu'on m'a montré, à Tunis, le rapport insignifiant sur lequel se basait le ministre pour m'envoyer à cette frontière.

J'allais retourner à Sousse, lorsque le général Leclerc reçut, au commencement de novembre, un télégramme chiffré ainsi conçu (je me souviens exactement des premiers mots) :

« Le gouvernement a reçu des lettres l'informant que le lieutenant-colonel Picquart s'est laissé voler par une femme la photographie d'un document secret de la plus haute importance et compromettant pour un attaché militaire étranger. Prière d'interroger cet officier supérieur. »

J'écrivis une déclaration par laquelle je démontrai qu'il était impossible que j'aie pu me laisser voler un document par une femme, attendu que je n'avais jamais sorti du ministère aucune pièce de mon service, et que je n'avais jamais été en relations, que je ne connaissais même pas de vue aucune des femmes employées par le service.

Je rentrais alors à Sousse, et je dois remarquer que, dans une période qu'il faut compter du 7 au 20 novembre à peu près, je n'ai plus reçu, en fait de correspondances, sauf peut-être une ou deux lettres insignifiantes, je n'ai plus reçu, dis-je, que des imprimés, une lettre d'Esterhazy et une lettre qui était un faux.

J'en ai conclu que ma correspondance devait avoir été saisie pendant cette période, et j'en ai même la preuve, car, deux lettres, que mon beau-frère m'a écrites à cette époque, ne me sont jamais parvenues.

Je dois ajouter que, m'attendant à l'indication de continuer ma mission sans interruption, à toutes les entreprises de mon ancien bureau, j'avais invité mon beau-frère à clore ses lettres de manière qu'on ne pouvait les ouvrir sans déchirer l'enveloppe.

C'est ainsi, sans doute, que ces deux lettres, bien qu'insignifiantes, ne m'ont pas été réexpédiées, leurs enveloppes devant avoir été inmanquablement déchirées si on avait essayé de les ouvrir.

Le 10 novembre, j'ai reçu, à peu près en même temps :

1° Une lettre d'Esterhazy datée du 7, dans laquelle il m'accuse à peu près des mêmes faits qui ont été reproduits plus tard dans l'article de la *Libre Parole* du 15 novembre signé : « Dixi ».

2° Le télégramme signé *Blanche* qui dit qu'on a des preuves que Georges (c'est-à-dire moi) a fabriqué le *petit bleu*.

Le lendemain, 11, je reçus le télégramme signé *Speranza* qui disait : « Arrêtez le demi-dieu, tout est découvert, affaire très grave. »

La lettre d'Esterhazy et le télégramme *Speranza* présentaient cette particularité commune que, sur l'adresse des deux documents, mon nom était écrit sans G; que dans l'un il y avait comme désignation de lieu « Tunis », dans l'autre « Tunisie »; tandis que dans le télégramme *Blanche* l'adresse était parfaitement correcte, ainsi que la désignation de ma garnison (Sousse). C'est l'adresse défectueuse qui est cause que je ne l'ai reçue que le 11, bien qu'il ait été expédié le 10, comme l'autre.

J'établis immédiatement une corrélation entre la lettre d'Esterhazy et le télégramme *Speranza*, et j'établis aussi, dans mon esprit, un lien entre ces deux pièces et le télégramme *Blanche*, puisque je savais parfaitement que je n'avais en aucune façon fabriqué le *bleu* qui m'avait fait découvrir Esterhazy.

Ce qui m'aide beaucoup à comprendre rapidement qu'une machination était en train, c'est que la lettre d'Henry, du 31 mai, avait déjà cherché à jeter un discrédit sur mon investigation contre Esterhazy, et notamment sur le *petit bleu*, qui était extrêmement gênant pour les défenseurs d'Esterhazy.

Bien que je fusse seul à Sousse à la tête du régiment, le colonel étant absent, je télégraphiai immédiatement pour avoir l'autorisation d'aller à Tunis.

Je l'obtins, et je demandai en arrivant, au général Leclerc, la permission d'écrire au ministre pour lui signaler les manœuvres dont j'étais l'objet et lui demander d'ouvrir une enquête à ce sujet. Le général Leclerc m'y autorisa, et j'envoyai au ministre ma plainte, ainsi que la copie de la lettre Esterhazy et la copie des deux télégrammes.

Une chose remarquable, c'est qu'à une date à laquelle il n'était pas encore possible que ma plainte fût arrivée à Paris, la *Libre Parole*, dans une série d'articles signés « Dixi », reproduisait les accusations de la lettre d'Esterhazy, et faisait allusion au télégramme.

Devant M. Bertulus, Esterhazy a reconnu qu'il avait inspiré les articles *Dixi* et il affirme qu'il avait été renseigné par la *Dame voilée*.

Je restai, à partir de ce moment, à Tunis; un nouveau télégramme du ministre y était parvenu, ainsi conçu :

« Le gouvernement a reçu une lettre l'informant que le commandant G. Pic-

quart a fait des révélations à des personnes étrangères à l'armée, ou a communiqué des documents à des personnes étrangères à l'armée, au sujet de faits relatifs à son service. »

Je ne réponds pas de l'exactitude absolue de ce texte; mais le sens y est.

J'ai répondu que je n'avais jamais fait de communications de ce genre, sauf dans une circonstance, à la réception de la lettre de menaces d'une personne appartenant au ministère de la guerre.

J'ajoutai que j'avais mis en lieu sûr les pièces nécessaires à ma défense, et j'estime que cette déclaration ne doit pas être étrangère à la perquisition faite chez moi par ordre du général de Pellieux, le 23 novembre, car cette date du 23 est très proche de celle à laquelle ma lettre au ministre, relativement à une divulgation, est arrivée à Paris.

Je continuai à ne recevoir aucune lettre de ma famille, et je fus très étonné que le courrier de France — qui me fut remis, par suite des retards de la poste, le 16 ou le 19 novembre seulement — ne contint qu'une lettre, un faux, portant une adresse identique à celle du télégramme *Speranza*, et semblable aussi à celle de la lettre Esterhazy, cette lettre était ainsi conçue :

« A craindre. Toute l'œuvre découverte. Retirez-vous doucement. Ecrivez-moi. »

Cette lettre était écrite à la plume, mais en caractères d'imprimerie.

L'adresse seule était en caractères cursifs.

Je remarquai que le timbre de la poste était celui de la place de la Bourse, le même que celui de la lettre Esterhazy.

La date de la lettre est du 10 novembre. On me remit cette lettre le soir.

Je courus aussitôt chez le général Leclerc, pour la déposer chez lui car, depuis le télégramme du ministre, j'étais fort inquiet et je craignais un piège.

Je ne pus rejoindre le général ce jour-là, et ne voulant pas être exposé à être trouvé en possession d'une lettre aussi compromettante, je la brûlai, après en avoir noté avec soin toutes les particularités.

Je dois ajouter que, dans ma confrontation avec le général Gonsse, devant M. le juge Fabre, j'ai cherché à obtenir des explications sur les lettres qui auraient avisé le gouvernement d'indiscrétions de ma part.

Le général fit d'abord des réponses évasives, et refusa ensuite nettement de répondre.

Le 21 novembre, je reçus l'autorisation de me rendre à Paris pour témoigner devant le général de Pellieux; j'avais sollicité moi-même cette autorisation par télégramme le même jour, mais je crois que les dépêches se sont croisées. Le télégramme ministériel indiquait que j'étais appelé à déposer sur la demande du gouverneur militaire de Paris, et que je devais donner ma parole de ne communiquer avec qui que ce soit, pour quoi que ce soit, avant d'avoir vu le général de Pellieux.

Je quittai Tunis le 23 novembre et j'arrivai à Paris le 26 au matin.

La séance est levée.

NOUVELLE DÉPOSITION DU LIEUTENANT-COLONEL PICQUART

SEANCE DU 5 DÉCEMBRE 1898

Le lieutenant-colonel Picquart. — Avant de continuer ma déposition, je crois devoir dire deux mots au sujet du livre de M. de Pressensé dont vous m'avez parlé la dernière fois, et qui contient une publication d'un certain nombre de lettres du général Gonsse.

J'ai demandé à mon avocat de me donner des renseignements sur ce livre, que je n'avais jamais vu, et qui a paru pendant que j'étais soumis au Cherche-Midi à une instruction militaire secrète.

M. Labori m'a montré cet ouvrage, et j'ai pu m'assurer qu'il était basé, en grande partie, sur le dossier d'instruction Fabre.

M. Labori, à qui j'ai appelé que je l'avais prié, avant d'être mis au secret, d'éviter toute divulgation de l'instruction Fabre, m'a affirmé n'être pour rien dans la publication dont il s'agit.

En parcourant avec M. Labori l'ouvrage de M. de Pressensé, j'y ai vu que l'auteur indiquait la date du 28 octobre 1896 comme celle à laquelle le capitaine Lauth était revenu au bureau, au milieu de sa permission.

Je vous avais dit que le capitaine Lauth était rentré momentanément de permission vers l'époque de l'apparition du faux Henry, sans que cette rentrée fût motivée par le service.

Je vous disais qu'à cette occasion, j'avais surpris un concubinage entre Lauth et Henry, et qu'ils s'étaient tus très brusquement tous deux à mon approche.

Mais il m'avait été impossible de préciser d'une manière absolue la date de ces faits.

Je ne sais où M. de Pressensé a pris la date du 28 octobre; si elle est exacte, elle est bien rapprochée de l'exécution du faux, qui est du 31.

A l'instruction Fabre, M. Gribelin place cette rentrée de Lauth fin octobre. Lauth, au contraire, dit que c'est au commencement de novembre; il dit aussi, ce qui est absolument inexact, qu'il revenait une ou deux fois par semaine au bureau pendant le cours de sa permission.

Je me souviens parfaitement que sa rentrée m'a étonné et que je le lui ai dit, ce qui n'aurait pas eu lieu si, comme il l'affirme, il avait eu l'habitude de revenir une ou deux fois par semaine.

Je reprends maintenant ma déposition au point où je l'avais laissée.

Je suis arrivé à Paris le 26 novembre 1897, venant directement de Tunis, et j'ai fait, le même jour, ma déposition devant le général de Pellieux.

J'avais dû donner ma parole de ne voir qui que ce soit, avant de paraître devant le général.

Je l'ai observée strictement. La seule personne que j'ai vue en arrivant à Paris, a été l'officier envoyé par l'état-major pour me recevoir en descendant du train.

On avait choisi mon ami le commandant C. Mercier-Millon, qui me fit sentir qu'on n'était pas mal disposé à mon égard et qui me rapporta notamment ce propos du général Delannes. (Je ne puis affirmer s'il m'a rapporté ce propos immédiatement ou seulement dans la journée ou le lendemain.)

Tout cela est bien malheureux pour l'état-major, mais nous ne demandons

qu'une chose, c'est que Picquart revienne parmi nous.

Mercier-Millon me conduisit à l'hôtel Terminus, où je me trouvais placé sous la surveillance de la police étroite de la police; je me demande même si cette surveillance n'était pas ostensiblement apparente.

Quoi qu'il en soit, il ne s'est pas passé un seul jour sans que je n'aie eu à interdire les agents en bourgeois qui étaient à ma piste, et cette surveillance n'a changé de nature que le jour où j'ai appréhendé et mené au commissariat de police de Saint-Thomas-d'Aquin un agent, vêtu en ouvrier, qui me suivait depuis une heure.

J'ai d'ailleurs fait inscrire dans une de mes dépositions devant le général de Pellieux des réclamations au sujet de cette surveillance de police, de la saisie de ma correspondance, et des attaques dirigées contre moi, par les journaux qui recevaient des communications de l'état-major.

Je regrette d'avoir mis dans cette déposition que je reconnaissais hautement que ces faits n'étaient pas imputables à l'officier général instructeur; j'ai fait inscrire cette déclaration parce qu'il m'avait affirmé qu'il n'était pour rien dans ces mesures et cependant, dans l'après-midi même du jour où j'avais appréhendé un des agents sans scandale d'aucune sorte, le général de Pellieux me convoqua pour me faire, à ce sujet, les plus vifs reproches.

Ma déposition devant le général de Pellieux dura plusieurs jours.

Le premier jour, le général me laissa exposer assez librement ce que je savais sur l'affaire Esterhazy. Je l'avais prié de s'en rapporter, avant toutes choses, à la note écrite à la main le 1^{er} septembre 1896, et qui contenait un résumé de la question à cette date.

Je ne crois pas qu'il l'ait fait, car il s'est introduit dans l'enquête quelques erreurs de détail qui ne se seraient produites, si l'on avait consulté et discuté cette note du 1^{er} septembre.

A la suite de la première séance, le général de Pellieux m'autorisa à voir les membres de ma famille qui habitaient Paris et quelques amis militaires; mais il me défendit formellement de voir toute autre personne, et notamment M. Leblois, mon avocat, et cependant, le général de Pellieux ne m'avait pas caché que, tout en m'entendant comme témoin dans l'affaire Esterhazy, il était chargé de faire contre moi une enquête pour les communications que j'aurais eues avec Leblois.

Cette situation était fort gênante pour moi, car tantôt le général me disait : « Vous êtes ici un témoin, vous n'êtes pas accusé. »

Et tantôt il me disait :

« Vous avez commis une faute grave. Je suis obligé d'en référer au gouverneur. Vous avez d'ailleurs demandé vous-même une enquête par votre lettre du 25 novembre courant. »

A la seconde séance, je voulus parler du bordereau.

Le général se refusa à entendre mes explications à ce sujet; et ce qui se passa est assez exactement noté au dossier de l'enquête Pellieux.

La plus grande partie des autres séances fut remplie par la question des télégrammes *Blanche* et *Speranza*; et je me souviens avoir insisté, de la manière la plus pressante, pour que l'on fit la lumière là-dessus.

Le général m'interrogea aussi sur mes relations avec M. Leblois, sur ma vie privée et mes fréquentations.

Je ne pus obtenir de savoir d'où il tenait les rapports, absolument mensongers, qui avaient été produits sur ces deux derniers points, et qui me représentaient comme un névrosé, adonné à l'occultisme et faisant tourner des tables dans des milieux plus ou moins interlopes.

Jamais de la vie je ne me suis occupé de questions semblables, et je me demande si ces rapports ne proviennent pas de Guéné, l'agent habituel d'Henry.

En tous cas, et malgré mes dénégations, le général fut extrêmement dur à mon égard à ce sujet et dépassa même les limites permises.

Je n'avais aucune idée des témoignages qu'avaient produits contre moi Henry, Lauth et Gribelin.

Cependant, dernier jour, et si je ne me trompe, après la clôture du dernier procès-verbal, le général de Pellieux fit allusion à une indiscrétion que j'aurais commise au profit de Leblois en lui montrant le dossier secret Dreyfus.

Le général ajouta que j'aurais été vu par des personnes du bureau.

Je protestai contre cette allégation et lui demandai la permission de me rendre chez Leblois pour savoir exactement à quelle date ce dernier avait quitté Paris, et y était rentré en 1896.

J'étais presque sûr que Leblois n'était pas à Paris, à l'époque où j'avais eu entre les mains le dossier secret. Je rapportai officiellement au général de Pellieux la date du départ de Leblois, 5 août, et celle de sa rentrée, 7 novembre.

Je passe maintenant à l'instruction du commandant Ravary. Le commandant Ravary me parut peu disposé à pousser à fond l'instruction de l'affaire Esterhazy. Il ne tint aucun compte de certains renseignements que lui donnai, tel que le nom du secrétaire Ecalle, qui avait copié des documents pour Esterhazy au printemps de 1896.

J'eus toutes les peines du monde à obtenir qu'il convoquât Maurice Weill, l'ami d'Esterhazy, et quand je lui demandai d'entendre Souffrain, qui, d'après le général de Pellieux, m'avait envoyé le télégramme *Speranza*, il s'y refusa formellement.

Il me questionna beaucoup sur la manière dont le *petit bleu* avait pu arriver au bureau, sur les relations que j'avais pu avoir avec M. Joseph Reinach, sur des relations que j'aurais eues avec une dame de Beaumont, qui avait habité ma maison, et quand j'en traitai des détails justifiés, il me répétait, comme me l'avait fait le général de Pellieux :

« Vous n'êtes pas accusé ici, vous êtes témoin. »

Lors de la dernière audition par le commandant Ravary, je lui dis qu'en somme on n'avait suivi aucune des pistes que j'avais indiquées, et que si l'on se décidait à clore l'instruction, elle serait incomplète.

Le commandant Ravary me parla de la nécessité de clore, du désir qu'avait l'opinion publique que cela finit, et à ce propos, le greffier Vallecalle me dit, au milieu d'autres propos :

« Pour instruire cette affaire à fond, il faudrait au moins six mois. »

Pas plus que le général de Pellieux, le commandant Ravary ne me fit connaître les témoignages produits contre moi par Henry, Lauth et Gribelin, ni le témoignage de Junck qui, à ce moment, était relativement favorable, et plutôt contradictoire avec les autres; je ne l'ai su que tout dernièrement à l'instruction Tavernier.

Je passe maintenant aux deux audiences du conseil de guerre Esterhazy, les 10 et 11 janvier 1898.

Ayant été enfermé dans la salle des témoins aussitôt après l'appel des témoins et ne connaissant personne dans la salle, j'en traitai pour déposer le 10 janvier au soir, au moment où le huis clos venait d'être prononcé, sans me doter que le rapport Ravary était un véritable réquisitoire contre moi, et sans avoir la moindre idée des accusations telles que celle de cambriolage, qu'Esterhazy avait portées contre moi pendant son interrogatoire.

Aussi n'ai-je compris que le lendemain, à la lecture des journaux, le sens des nombreuses questions qui m'étaient posées soit par la défense, soit par le président, soit par le général de Pellieux, qui, assis derrière le président, m'a interpellé fréquemment, demandant généralement l'assentiment de la défense et du président, mais s'en passant aussi, au moins dans une circonstance que j'ai retenue de la façon la plus nette.

J'étais en train d'expliquer pour quelles raisons j'avais consulté Leblois à propos du dossier judiciaire Boullois, et je disais que je ne comprenais pas que l'on put m'incriminer d'avoir demandé l'avis de cet avocat, puisqu'il s'agissait d'une question qui demandait une prompt solution.

Le général de Pellieux dit alors, en ricanant :

« Comme celle des pigeons voyageurs, par exemple. »

Appliquant ainsi à la question des pigeons voyageurs, laquelle était une question de longue haleine, l'allégorie que j'avais émise au sujet de l'affaire Boullois.

Le lendemain matin, j'eus à compléter ma déposition mais, la encore, je fus tellement accablé de questions par la défense, le général de Pellieux ou le président, que l'un des juges, le commandant Rivals, dit :

« Je vois que le colonel Picquart est le véritable accusé. Je demande qu'il soit autorisé à présenter toutes les explications nécessaires pour se défendre. »

Le général de Luxer y consentit.

Je donnai quelques explications complémentaires, et j'ajoutai :

« Je demande instamment à être confronté avec tous les témoins dont les allégations seraient contradictoires avec les miennes ou tendraient à m'incriminer. »

Le général de Luxer me le permit.

Malgré cette promesse, je n'ai été confronté qu'avec un seul témoin, et je me demande si l'impression défavorable qui a dû en résulter sur ce témoin — le colonel Henry — n'a pas été la cause pour laquelle les autres confrontations n'ont pas eu lieu.

J'ai su, depuis, que l'un des juges suppléants avait insisté pour que la promesse qui m'avait été faite fût observée, et qu'il n'y a pas réussi.

Voici comment s'est passée ma confrontation avec Henry :

A la fin de sa déposition, on m'a introduit. On m'a dit qu'Henry m'avait vu assis à ma table, en compagnie de Leblois, le dossier secret entre nous, la pièce « Ce canaille de D... » sortie du dossier.

J'ai nié le fait avec la plus grande énergie, et j'ai prié que l'on demandât à Henry à quelle époque il plaçait cet incident.

Henry, qui paraissait assez embarrassé par l'énergie de mes dénégations, répondit :

« C'était peu de temps après ma rentrée de permission, par conséquent au commencement d'octobre 1896. »

Je priai immédiatement les juges d'inscrire cette date, me promettant, dans la confrontation suivante, que j'avais eu lieu avec Gribelin, de faire appeler également Leblois, et d'établir l'alibi de ce dernier; mais il n'y eut pas d'autres confrontations, et je n'ai pu constater tout dernièrement certains des témoignages portés contre moi à cette audience.

Jusqu'à ce prononcé du jugement, je ne suis rien de ce qui se passait dans la salle. Toutefois, à un moment donné, M. Tézenas ou l'un de ses secrétaires sortit dans la salle où se tenaient les témoins, et annonça qu'on m'arrêterait après l'audience.

Le propos me fut immédiatement répété, soit par M. Stock, libraire, qui était témoin, soit par M. Autant.

Je rentrais dans la salle, pour le prononcé du jugement, et me mis au premier rang, mais je ne fus arrêté que le surlendemain.

Le 13 janvier, au matin, un officier de la Place de Paris vint me trouver, à 7 h. 1/2, et m'annonça qu'il allait me conduire à la Place. J'avais reçu la veille au soir deux convocations : l'une pour me rendre à la Place, le soir même; l'autre pour me rendre à la Place, le lendemain, à 8 heures du matin.

J'exprimai donc mon étonnement qu'on vint me chercher puisqu'on savait bien que j'étais absent, la veille, au moment de la première convocation, et qu'il n'était pas encore l'heure de me rendre à la seconde.

A la Place, on me fit connaître que j'étais mis aux arrêts de force, jusqu'à décision, à la suite d'un Conseil d'enquête appelé à prononcer sur mon compte, et je fus emmené au Mont-Valérien.

Je remarque immédiatement que le Conseil d'enquête se réunit le 1^{er} février; mais que, sous prétexte de ne pas exercer d'influence sur le jury, je pense, au procès Zola, on ne prit une décision à mon égard que le 26 février et que, contrairement à tous les précédents, on me garda ainsi pendant un mois entier, aux arrêts de force, après que le Conseil d'enquête avait statué.

Ce n'est même que plus de vingt-quatre heures après la signature du décret ordonnant ma mise en réforme que je fus élargi.

Quelques jours avant la réunion du Conseil d'enquête, je reçus la visite du général Dumont, qui me dit qu'il était

rapporteur du Conseil; et il me présenta une feuille sur laquelle étaient inscrits les griefs dont j'avais à répondre.

Mon grand étonnement, j'étais traduit devant un Conseil d'enquête, en qualité d'officier de l'état-major de l'armée, détaché au 4^e tirailleurs.

J'ai introduit une instance devant le Conseil d'Etat parce que cette qualité n'existe pas à ma connaissance; j'étais lieutenant-colonel au 4^e tirailleurs et tout lien entre l'état-major de l'armée et moi était légalement rompu.

Les griefs étaient énumérés de la façon suivante :

1^{er} Communication à un avocat, M. Leblois, de deux dossiers secrets intéressant la défense nationale et la sûreté extérieure de l'Etat.

2^o Avoir proposé au capitaine Lauth d'affirmer que l'écriture du *petit bleu* était d'une personne déterminée.

3^o Avoir été vu, assis à mon bureau avec M. Leblois, la pièce : « Ce canaille de D... » entre nous deux.

4^o Avoir remis à M. Leblois, avocat, un certain nombre de lettres qui m'avaient été adressées par le général Gonsse, au cours d'une mission.

Je remarque que dans ce dernier paragraphe, on ne visait pas les lettres du général Gonsse relativement à l'enquête Esterhazy.

Ceci me frappa parce que déjà, à l'enquête, Ravary, le commandant Ravary, m'avait demandé les lettres du général Gonsse et, qu'au Conseil de guerre, le général de Luxer s'était emparé, avec mon consentement d'ailleurs, des lettres du général Gonsse relatives à l'enquête Esterhazy.

Je dis au général Dumont que j'étais tout prêt à lui donner les explications nécessaires pour la confection de son rapport.

Je lui dis, en même temps, que ces explications seraient peut-être un peu longues, vu la complication de l'affaire.

Le général Dumont me répondit qu'il n'avait pas d'explications à recevoir, que je m'expliquerais devant le Conseil. Je lui fis alors remarquer que rien n'indiquait au premier paragraphe qu'il était exactement les dossiers que j'avais communiqués à Leblois, qu'il s'agissait probablement du dossier Boullois et du dossier des pigeons voyageurs; mais que je m'élevais absolument contre l'épithète de *secret* qui leur avait été accolée après coup.

Le général me dit que je m'expliquerais de tout cela le 1^{er} février.

Il consentit à demander, sur mes instances pressantes, que tout au moins le dossier des pigeons voyageurs fût produit devant le Conseil.

Pour préparer ma défense, on me laissa rentrer chez moi, deux ou trois fois, l'escorte d'un officier, et je pus recevoir, hors la présence de cet officier, les personnes que je jugeai nécessaire de consulter.

Le 1^{er} février, en entrant dans la salle où était réuni le Conseil d'enquête, je remarquai tout d'abord que le colonel désigné pour faire partie de ce Conseil était le colonel Bouchez, ami intime du général de Boisdeffre, que celui-ci tutoie.

Dès que la séance fut ouverte, je demandai au général de Saint-Germain, qui présidait, de vouloir bien me donner acte que l'on ne m'avait laissé fournir aucune explication préalable et que l'on ne m'avait montré aucune pièce du dossier relatif à l'affaire.

Le général refusa.

En attendant la lecture du rapport par le rapporteur, je vis combien il eût été nécessaire que celui-ci me demandât quelques explications préliminaires.

En effet, le dossier des pigeons voyageurs, dont la communication à Leblois était visée par ce rapport, était le dossier secret que je n'avais jamais montré à Leblois, et non le dossier administratif, que je lui avais seul communiqué.

Le dossier qu'on avait apporté et placé sur la table du Conseil était le dossier secret, et ce qui a augmenté encore la confusion, c'est que ce dossier secret était divisé lui-même en deux liasses contenant chacune des pièces secrètes si bien que l'on a pu établir plus tard une équivoque entre une de ces liasses et le dossier administratif.

De plus, le rapport du général Dumont émettait d'autres griefs encore que ceux portés sur la liste qui m'avait été remise. On y disait

possible que vous ayez vu une autre personne que Leblois ?

A quoi Henry a répondu :
— Absolument impossible, non ; mais je suis convaincu que c'est Leblois.

Il ne nous fut pas permis d'insister, mais la demande de M. Labont fut considérée, ainsi que la réponse d'Henry.
C'est la dernière fois que j'ai vu Henry, et au moment où il allait sortir, je lui ai dit vivement : « Vous avez été un instrument ; vous ne vous en doutez peut-être pas » (ou quelque chose d'approchant).

Ce à quoi il ne répondit pas, affirmant seulement que la lettre de menace qu'il m'avait écrite le 31 mai 1897, il l'avait écrite de son plein gré, quoique ne l'ayant envoyée qu'avec le consentement du général Gonse.

J'ai appris, par la publication de l'ordonnance de M. Berthoulet au sujet des faux *Speranza* et *Blanche*, qu'Henry avait fait une déposition à ce sujet devant le magistrat.

Étant donnée l'attitude qu'Henry a eue devant M. Fabre lors de notre confrontation, attitude flottante et indécise, je pense qu'il serait peut-être intéressant de savoir quelle a été son attitude devant M. Berthoulet, et dans quelle circonstance il a été amené à lui faire les demi-révélation qui figurent à l'ordonnance Berthoulet, et qui, tel que je connais Henry, ne doivent être qu'une partie de la vérité.

J'arrive maintenant à l'un des faits les plus graves qui se soient produits contre moi :

Je veux parler des deux lettres du ministre de la guerre à M. le garde des sceaux, en date des 14 et 16 septembre 1898.

Je n'en ai eu connaissance que tout dernièrement, lorsque après la clôture de l'instruction Tavernier on m'a donné connaissance, conformément à la loi, de toutes les pièces de la procédure.

Je regrette beaucoup qu'à ce moment je n'aie plus eu le droit de faire des déclarations d'aucune sorte, car j'aurais démontré à M. le rapporteur que la note jointe à la lettre du 14 septembre, que les renseignements contenus dans la lettre du 16 septembre n'étaient pas seulement basés sur des indications erronées, sur une déformation visible de faits ; mais encore qu'il s'y était glissé des allégations dépourvues de tout fondement, et que ceci d'autant plus grave que les lettres en question ont été envoyées à M. le garde des sceaux au moment où moi-même je remettais à ce dernier un travail sur l'affaire Dreyfus.

La note jointe à la lettre du 14 septembre n'est pas signée ; mais il serait essentiel d'en retrouver l'auteur, de savoir sur quoi il s'est basé pour énoncer des accusations semblables, accusations qui ont eu pour effet immédiat de me faire poursuivre par la justice militaire et d'interrompre, à mon sujet, le cours de la justice civile.

Je ne sais si le général Rogat a pris part à la rédaction de cette note, mais je trouve une certaine coïncidence entre les allégations de cette note et la déposition du général Rogat devant M. le rapporteur Tavernier.

J'ajouterais que pendant l'instruction Tavernier je n'ai jamais été confronté avec aucun témoin, que je n'ai eu connaissance, au cours de l'instruction, que d'une partie limitée des dépositions, et que des questions d'une importance capitale me sont restées cachées, tant que j'ai eu le droit de parler.

Je dois dire, en terminant, que pendant trois semaines, à partir du 26 octobre exclus, je n'ai pas paru devant M. le capitaine rapporteur et que je n'y ai reparu, pour voir clore l'instruction en deux ou trois séances, qu'à la suite d'une réclamation formelle que j'ai adressée, à ce sujet, au ministre de la guerre.

Enfin, on ne m'a communiqué le résultat du rapport des experts qu'une quinzaine de jours après que ce rapport a été déposé.

Le président. — Pourriez-vous nous dire quelles étaient les personnes assistant au huis clos de l'affaire Esterhazy ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Il y avait le général de Pellieux, son officier d'ordonnance, le capitaine Galon ; le lieutenant-colonel de Castelneau, de l'état-major de l'armée ; un autre officier qui, je crois, appartenait à l'état-major de l'armée, mais sans pouvoir le certifier.

Il y avait peut-être encore une ou deux autres personnes, en dehors des quatre que je viens de nommer, mais il me serait impossible de l'affirmer.

En tout cas, ces traitaient à ce qui s'est fait aux procès Dreyfus, les témoins qui étaient la salle après leur déposition.

Le président. — Existait-il entre vous et le commandant du Paty de Clam des motifs particuliers d'animosité ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Aucun, d'aucune sorte ; mais, dès que j'ai soupçonné, vers la fin de septembre 1896, les agissements de du Paty, j'ai cessé toute relation avec lui, mais sans éclat.

Je crois bien me souvenir qu'à mon retour à Paris, du Paty, loin d'afficher de l'animosité contre moi, a témoigné de sa sympathie à mon égard, notamment à M. le juge Berthoulet. Il serait bon de contrôler mes souvenirs auprès de ce dernier.

Dès que j'ai entendu parler d'une dame voilée j'ai pensé à du Paty, et, lorsque j'ai eu que les rendez-vous se donnaient près du pont Alexandre-III, je n'ai plus eu aucun doute, du Paty ayant organisé une scène de dame voilée, au Cours-la-Reine, en 1892.

Le président. — Puisque vous déclarez que le lieutenant-colonel du Paty n'a pas agi par animosité contre vous, quelle raison avait-il de porter intérêt à Esterhazy ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Esterhazy démasqué, c'était la révision de l'affaire Dreyfus, affaire dont du Paty avait été l'un des principaux acteurs, et tel point qu'il en était résulté un certain prestige pour lui.

Le président. — Quel pensez-vous qu'ait été le mobile du colonel Henry lorsqu'il a commis le faux qu'il a dû avouer plus tard ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Le faux Henry était devenu nécessaire, si je puis m'exprimer ainsi, au moment où il s'est produit : nécessaire pour les défenseurs de la culpabilité de Dreyfus.

Aucune objection n'avait pu m'être opposée au sujet de l'innocence du dossier secret : l'écriture d'Esterhazy était évidemment la même que celle du bordereau ; le faux Weyler était percé à jour ; l'authenticité du *petit bleu* n'avait pas même été discutée, et, dans ces condi-

tions, le ministre avait à répondre le 18 novembre à l'interpellation Castelin : vis-à-vis de moi, le ministre était, vers l'époque où il a paru le faux, dans un état d'esprit nettement défavorable à Esterhazy et à son ami Weill, et plutôt enclin à croire à l'innocence de Dreyfus.

L'apparition du faux Henry rendait la situation claire et nette.
M. le président. — On nous a dit que la pièce fabriquée par Henry pouvait être d'autant plus considérée comme une pièce sincère et authentique qu'elle s'opposait à ce moment engagé entre des agents étrangers, et dont les derniers éléments seraient arrivés au bureau des renseignements quelque temps après.

On en avait conclu, d'abord, que ces derniers éléments, qui ne sont autre chose que deux lettres répondant au dossier secret, étaient eux-mêmes des documents falsifiés ; mais on nous a fait observer aussi que l'authenticité de ces éléments était incontestable et qu'elle avait servi précisément à donner créance au faux Henry.

Avez-vous souvenir que pendant que vous étiez encore au bureau, des dépêches postérieures à la date de la création du faux Henry seraient arrivées présentant le caractère que je viens d'indiquer ?

Le lieutenant-colonel Picquart. — Je n'ai absolument aucun souvenir qu'il soit arrivé des pièces de ce genre avant mon départ ; je me demande sur quoi est basée l'affirmation que ces pièces sont d'une authenticité absolue.

Il me semble, en tout cas, inadmissible que des lettres écrites postérieurement au faux, et sans connivence entre leurs auteurs et celui du faux, puissent former une suite avec ce dernier.

Pour moi, je suis convaincu de la façon la plus absolue que tous les documents postérieurs au faux et se rattachant à lui, sont des faux.

J'ai eu d'ailleurs l'occasion de voir, au service, que des agents, qui avaient fourni à un moment donné des choses intéressantes et bien rétribuées, ne se faisaient pas faute d'en fabriquer de leur cru, pour continuer à gagner sans danger leurs rétributions.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : **Lieut.-colonel PICQUART.**

Déposition de M. Jules Roche

député

SEANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1898

M. Jules Roche. — Puisque vous m'avez appelé pour être entendu comme témoin et sous la foi du serment qui lie tout témoin, je me vois dans l'obligation de vous dire tout ce que je sais :

J'ai été mis en rapport avec le commandant Esterhazy par un de mes camarades (fils d'un général) qui me l'a présenté comme un officier très intelligent.

Ceci se passait en 1894, à l'époque où je m'occupais de la question de la plénitude et de la permanence des effectifs de notre armée que rendait plus que jamais importante la nouvelle loi allemande de 1893, qui avait augmenté l'armée de l'empire de 80,000 hommes.

L'officier ou plutôt l'ancien officier, fils d'un général, a amené ou envoyé Esterhazy chez moi ; il me semble, sans être sûr, que ce dernier n'était alors que capitaine. Depuis lors, il est venu me voir rue de Moscou, d'abord, puis square Monceau, et m'a écrit à différentes reprises, jusqu'au commencement de 1897.

Il est exact que dans des dernières lettres qu'il m'a écrites, vers la fin de 1896, il fait allusion à un prêt qu'il aurait fait autrefois à Henry.

Je n'ai pas souvenir que dans cette lettre Esterhazy me parle de l'organisation des bureaux de l'état-major, il me parle seulement, en tant que j'en ai souvenir, de l'insuffisance du chef de bureau des renseignements qui était alors, je crois, ce même colonel Henry, ou du moins il me parle de l'insuffisance, quelle que fût alors la qualité de chef ou de sous-chef de celui-ci, du commandant ou lieutenant-colonel Henry.

Le président. — Il est nécessaire que cette lettre nous soit remise ainsi que les autres, en vue de l'enquête suivie devant la Chambre criminelle.

M. Jules Roche. — Puisque je suis le fils de la justice l'exact, j'obéirai.

Le président. — Pouvez-vous préciser vers quelle époque de 1894 Esterhazy vous a été présenté ?

M. Jules Roche. — Ce doit être, sans vérification, au printemps de 1894.

Le président. — Savez-vous comment Esterhazy a pu se procurer, et par qui, les renseignements qu'il vous a donnés sur les effectifs ?

M. Jules Roche. — Tout simplement en sa qualité d'officier d'infanterie.

Le président. — Le commandant Henry a-t-il eu l'occasion, soit de venir chez vous, soit de vous écrire ?

M. Jules Roche. — Non, jamais.

Le président. — Esterhazy vous a-t-il raconté comment et à quelle époque il aurait été, pour la première fois, en rapport avec Henry ? Vous a-t-il parlé des rapports d'argent entre eux ?

M. Jules Roche. — Je n'en ai pas souvenir. Tout ce qui a trait à des rapports d'argent entre Esterhazy et Henry se réduit à ce qu'Esterhazy m'écrit dans la lettre dont il vient d'être question. Sous aucune forme, Esterhazy n'a tenté de m'emprunter l'argent.

En 1896, Esterhazy m'a demandé de le recommander au ministre de la guerre, parce qu'il désirait entrer dans les bureaux de l'état-major ; je l'ai recommandé, j'ai même fait les démarches nécessaires ; ces démarches n'ayant eu aucun succès, Esterhazy a demandé à entrer à la direction de l'infanterie.

M. le président. — Esterhazy vous a-t-il parlé du procès Dreyfus ?

M. Jules Roche. — Jamais.

Mes démarches en faveur d'Esterhazy ont cessé à la suite d'une fin de non-recevoir formelle et motivée qui m'a été opposée par le ministre de la guerre.

M. le président. — Veuillez vous expliquer sur ce point.

M. Jules Roche. — Y suis-je obligé d'une manière absolue ?

M. le président. — Vous avez prêté serment de dire toute la vérité.

M. Jules Roche. — Le ministre m'a fait comprendre, d'une façon très nette, en me montrant un dossier, que je ne pouvais plus m'occuper d'Esterhazy, non

seulement pour des motifs d'ordre privé, ni de droit commun, mais pour des raisons plus décisives encore.

La manière dont il s'est exprimé indique clairement qu'il s'agissait de la plus grave de toutes les suspicions qui pût frapper un Français.

Depuis lors, j'ai cessé absolument tous rapports avec Esterhazy.

Le président. — Voulez-vous nous dire quelle est la personne qui vous a présenté Esterhazy ?

M. Jules Roche. — C'est M. Gaston Grenier, qui était alors, je crois, au Conseil de la Préfecture de la Seine, où il était commissaire du gouvernement. Il connaissait Esterhazy depuis de longues années.

Le président. — Avez-vous d'autres déclarations à faire dans l'intérêt de la vérité ?

M. Jules Roche. — Je ne vois plus rien à vous dire qui me paraisse utile à votre enquête. J'ajoute cependant qu'un ami d'Esterhazy m'a affirmé que lui-même, Esterhazy, proclamait tout haut, il y a un an, l'innocence de Dreyfus.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : **Jules ROCHE.**

PIÈCES ANNEXÉES

à la déposition de M. Jules Roche.

PREMIÈRE LETTRE DU COMMANDANT ESTERHAZY

Rouen, le 23 avril 1894.

Le commandant Esterhazy, major du 74^e...

Monsieur le député,

Permettez-moi de vous dire combien votre article dans le *Matin* d'aujourd'hui nous a fait plaisir à tous.

Il n'est que temps, s'il en est temps encore, qu'une voix autorisée comme la vôtre se fasse entendre pour venir exposer la situation déplorable dans laquelle va se trouver la pauvre infanterie.

Si je ne craignais de vous importuner, je vous en dirais plus long, peut-être, que vous n'en savez encore sur ces malheureuses compagnies dont les effectifs vont être réduits à 10 et 12 hommes, sous-officiers compris, au 8 novembre.

Je ne parle pas de toutes les mesures illégales prises chaque jour au gré des caprices ou pour satisfaire à des économies demandées.

Si ces gens-là ne sont pas assurés, d'une manière absolue, que la guerre est impossible, ils sont très coupables, car ils ont porté le dernier coup à la désorganisation d'une armée que la néfaste mesure du général Ferron supprimait les dépôts, que les fautes de son successeur avaient déjà bien altérées.

Il faut étudier comme moi sans relâche, et avec toute la passion que m'y fait apporter mon profond amour de la France et de l'armée, ces questions, pour comprendre la douleur que j'éprouve devant de pareilles et de si insignifiantes mesures.

Définissez-moi, monsieur le député : je vous assure que si, comme je l'espère ardemment, le moment n'est pas encore venu de la paix éternelle, s'il nous est permis, à nous soldats, de rêver à la réparation, à la revanche, que doit bien à la France la justice immémoriale dont parle Gambetta, j'aimerais mieux, j'aimerais mieux vous rendre plus grand service à la patrie et à l'armée.

Sans signature.

DEUXIÈME LETTRE

3^e CORPS D'ARMÉE Paris, le 19 avril 1896

5^e DIVISION

9^e BRIGADE

74^e RÉGIMENT D'INFANTERIE

Le commandant Esterhazy, du 74^e, 27, rue de la Bienfaisance.

Monsieur le député,

Vous m'avez fait l'honneur de me témoigner une telle bienveillance et l'affaire dont il s'agit a une importance si capitale que j'ose venir vous importuner en vous suppliant de vouloir bien lire jusqu'au bout et cette lettre et les documents que je me permets de vous envoyer en communication.

Je n'ai jamais été heureux et les lettres ci-jointes de mon ancien général de division, le général Martineau-Deschamps, du général Reboulard, mon ancien général de brigade, actuellement en retraite à Chalon-sur-Saône, vous prouveront combien peu j'avais mérité le dur traitement que m'infligeait la Commission de révision des grades, traitement qui eut sur ma carrière une si désastreuse influence.

Je dus aux sentiments que j'eus la sottise de montrer après la guerre.

Ayant vivement désiré la continuation de la campagne, soldat des armées de la Loire et de l'Est, pensant, comme je l'estime encore aujourd'hui, que ces armées avaient fait beaucoup pour l'honneur des armes, j'eus le tort de dire, comme je dirai trop haut, dans un milieu qui ne pensait pas comme moi, et j'en supportai durement les conséquences, comme vous pouvez le voir.

Plus tard, Gambetta fit ce qu'il put en ma faveur, sur ce qu'avait bien voulu lui dire de moi le général Reboulard, et c'est à son intervention personnelle que je dus, en 1880, d'être nommé capitaine au choix hors tour.

Je n'ai cessé de faire tous mes efforts, j'ai eu l'occasion, pendant la campagne de Tunisie, de faire quelque chose ; j'ai demandé, mais en vain, ainsi qu'on peut s'en assurer au ministère, à aller au Tonkin, à Madagascar ; il fallait être pistonné, je ne l'étais pas.

Renté de Tunisie, je fus, au 7^e bataillon de chasseurs à pied, proposé pour chef de bataillon par le commandant, aujourd'hui général, Paquié, avec les notes les plus élogieuses ; une lettre de lui ci-jointe en fait foi.

Cette proposition, suivie par M. le colonel Gantelli, ainsi que l'atteste une lettre ci-jointe de cet officier supérieur, que je vous prie d'insister de lire, fut renouvelée cinq ans de suite. Cinq ans, je trouvais des gens qui, n'ayant pas mes services, étaient plus appuyés en haut lieu et, malgré tous les efforts de mes chefs directs, je n'arrivais chef de bataillon qu'en 1892.

J'ai, il est facile de le vérifier, les meilleures notes qu'un officier puisse avoir. Je les connais, elles sont beaucoup trop élogieuses.

Mais j'ai quatre ans et demi de grade, j'ai quarante-huit ans et si je ne suis pas débrouillé — pardon du mot militaire — si je reste dans un corps d'armée, malgré tout ce qu'on pourra faire, je suis perdu.

Il n'y a pas d'illusions à me faire ; le jour où je pourrai être présenté à mon corps d'armée, je serai trop vieux.

On peut interroger tous mes chefs, depuis mon colonel jusqu'à mon commandant de corps d'armée ; on verra ce qu'ils pensent de moi ; on verra ce que pensent de moi tous ceux sous les ordres desquels j'ai servi. Je pourrais vous communiquer encore d'aussi flatteurs témoignages des généraux Logerot, Varloud, Foyet, mais vous en aurez bien assez, monsieur le député, si vous avez le courage de lire ceux-là.

La situation est pour moi de la dernière gravité. En effet, permettez-moi de vous faire

un triste aveu : lorsque je me suis marié, mes chefs consultés m'avaient représenté comme un officier d'avenir. J'étais proposé pour chef de bataillon et on pouvait croire, en effet, que j'aurais une carrière satisfaisante.

Les années se sont passées, et lorsque le marquis de Nettancourt, mon beau-père, vit que je restais capitaine, il me fit un jour une scène des plus pénibles, à la suite de laquelle j'ai fallu comme vous pouvez le voir par la lettre du général Paquié, aller chercher ailleurs à faire voir que je valais quelque chose.

Aujourd'hui, mon beau-frère, le mari de la sœur de ma femme, officier de marine tout jeune, qui n'a jamais entendu le vent d'un coup de fusil, va être capitaine de vaisseau et officier de la Légion d'honneur, et la situation qui résulterait pour moi de la limite de ma carrière à mon grade actuel aurait pour moi, pour mon intérieur, les plus douloureuses, les plus humiliantes conséquences.

Je crois vous en avoir assez dit pour vous laisser deviner beaucoup de tristesses et je pense cependant que, toutes choses à part, je n'aurais peut-être un peu mieux que de dire dans la peau d'un chef de bataillon en retraite.

J'ajoute que bien que les sentiments qui ont tant de poids dans les autres armées, n'en aient aucun dans la nôtre, je suis le fils du général de division de cavalerie Esterhazy qui inscrivit de la pointe de son sabre sur l'étendard du 4^e hussards le combat de Kanguin, en Grèce, le seul fait d'armes glorieux et utile dont puissent s'enorgueillir la cavalerie française depuis les guerres du premier Empire », a dit le prince Frédéric-Charles, dans une conférence aux hussards de la garde ; — que je suis le neveu du général de division d'infanterie qui eut les plus honorables services ; — que, depuis que ma famille est en France, elle a donné à la France cinq officiers généraux ; — que trois des miens sont restés sur le champ de bataille, — que, tout récemment encore, mon neveu Valentin Esterhazy, lieutenant aux tirailleurs tonkinois, était glorieusement tué en 1892, au combat de Dong-Triou, et qu'il n'y a plus que moi, qu'il n'y a plus que moi de mon nom dans l'armée française.

Pour me tirer d'affaire, pour me sortir de cette si difficile position et me faire échapper à cet avenir, il ne faut qu'une chose, c'est que M. le ministre de la guerre veuille bien, à la requête d'un personnage qui daigne s'intéresser à moi, non pas me prendre à son état-major — ce serait beaucoup trop demander — et je ne suis pas breveté, mais me faire entrer au ministère de la guerre, à la direction de l'infanterie, où il y a des officiers non brevetés. Je serais sauvé ; sinon, je suis radicalement perdu.

Je vous supplie, monsieur le député, de vouloir bien me prendre sous votre protection ; je vous assure que je le mérite.

Si vous aviez besoin d'autres renseignements, je pourrais vous les donner, mais je suis vraiment plus que confus de cette bien trop longue supplique et vous prie de me croire votre bien reconnaissant et dévoué serviteur.

ESTERHAZY.

ESTERHAZY.

TROISIÈME LETTRE

Paris, le 25 avril 1896.

Monsieur le député,

Je ne veux pas tarder un instant à vous dire combien je suis profondément touché de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire.

Le général Billot passe pour se dérober volontiers aux lettres ; aussi vous suis-je doublement reconnaissant de l'assurance que vous voulez bien me donner de le voir et de lui parler de moi à votre retour.

Comme vous avez pu le voir, je n'ai guère été gâté par la fortune — et je vous ai une fois profonde gratitude d'avoir la bonté de venir à mon secours dans une circonstance où dépend pour moi, à tous les points de vue, tant d'espérances ou de tristesses.

Veillez bien croire, monsieur le député, à la très réelle et très vraie reconnaissance de votre profondément dévoué.

ESTERHAZY.

ESTERHAZY.

QUATRIÈME LETTRE

Sans date.

Mon cher député,

Merci de votre lettre, mais je suis désespéré de votre départ, car c'est ma dernière espérance qui disparaît. Le médecin m'a déclaré hier que, si ma femme ne pouvait éviter toutes ces émotions qui la tuent, si je ne pouvais lui procurer un peu de calme et de repos, elle mourrait certainement.

Vous pensez, moi qui prévois et qui vous venir cette horrible loi depuis si longtemps (et c'est là l'excuse de l'insistance que j'ai mise à vous importuner), dans quel état je suis.

Je vois rouge contre ce Billot, d'où tout dépend et qui ne me berne comme on ne bernerait pas le vil vulgaire.

S'il avait eu, au moins, la franchise crânée de répondre « Non », des le premier jour ; au lieu de cela, voilà cinq mois qu'il me traîne ! Si je n'étais pas ruiné et dans une position si difficile, je quitterais ce soir cette armée où, comme le dit Cassagnou, on ne peut compter sur l'équité, ni sur la pitié la plus banale, et où les destinées de braves gens sont, sans appel, à la merci du premier venu.

En songeant à l'heureuse position où je me trouve et que je n'ai en aucune façon méritée, dont — si un miracle ne survient pas — je ne puis sortir que par la pire des résolutions, vous pardonnez les continuelles et incessantes démarches dont j'ai fatigué votre bienveillance.

Les tristesses d'une vie où les jours heureux sont bien rares ne m'ont guère laissé d'illusions ; j'avoue que je n'eusse jamais cru, cependant, qu'un soldat estimé et aimé de ses chefs, fils et neveu de généraux glorieux, n'aurait pu trouver la moindre pitié chez le chef suprême de l'armée, quel qu'il fût, alors que des hommes comme vous lui faisaient l'honneur de plaider sa cause.

Je ne vois pas d'issue à cette affreuse situation où m'accable la mauvaise foi du ministre, mais jusqu'à mon dernier moment je conserverai avec reconnaissance le souvenir de votre bonté.

ESTERHAZY.

ESTERHAZY.

CINQUIÈME LETTRE

Sans date.

Cher Monsieur,

Pardonnez-moi de venir encore, et vraiment vous allez bien regretter l'intérêt que vous avez eu à la bonté de me témoigner, mais j'ai dû, en fin de compte, laisser entendre chez moi que j'allais être réduit à partir et à laisser mon pauvre monde, et cette nouvelle a été d'autant plus douloureuse que j'avais fait bon visage et avais annoncé tout autre chose, laissant croire que j'étais sûr de la réussite.

J'ai eu, ce matin, une soirée désolante et le moment où toutes ces émotions achèvent cette malheureuse.

Joignez à cela une situation matérielle très pénible et que cette position ne va faire qu'aggraver dans les plus douloureuses proportions.

Je suis dans une phase absolument atroce à tous points de vue.

Ne serait-ce pas trop abuser de vous que de vous demander, quand vous aurez vu le ministre, de lui dire qu'il y aurait une question d'humanité à tenir cette fois la parole qu'il a donnée à Montebello, et qu'il est vraiment cruel de torturer des malheureux, comme disait ce brave Paul, dans d'aussi atroces angoisses ?

S'il n'est rien, encore, il faut que je trouve l'homme qui n'importe comment le moyen de me tirer d'affaire, en dehors de l'armée que je quitterai avec douleur, mais où je

n'aurais jamais cru qu'un ministre de la guerre pût agir de la sorte envers un pauvre diable méritant, somme toute, et à qui s'intéressent si généralement tant de braves cœurs comme les vôtres, comme un de mes généraux, dignes, il me semble, d'être écoutés.

Comment me pardonneriez-vous toutes ces importunités et les incessantes sollicitudes ? Si, vous voyiez ma femme et mes pauvres petites filles, vous comprendriez que j'abuse de votre bonté.

Vous bien reconnaissant et dévoué

ESTERHAZY,

27, rue de la Bienfaisance.

SIXIÈME LETTRE

</

homme dont l'objet méritait d'être avant tout saleté à dénoncer, d'un homme qui colle ses épaulettes d'officier sur la déroute d'un argousin, et on a le droit d'être révolté quand, comme moi, on a obligé cet homme et qu'on sait aujourd'hui ce qu'il vaut. Le commandant Henry, en effet, est *mon débiteur depuis 1876*; je lui ai prêté quelque argent qu'il ne m'a jamais rendu, qu'il me doit encore : cela explique bien des choses.

En tout cas, avant d'accepter, comme article de foi, les relations de tels individus, le ministre ferait simplement son plus strict devoir s'il mettait à même l'officier ainsi traité de se défendre et de s'expliquer.

Il n'y a pas besoin d'avoir un chapeau avec des plumes sur la tête pour comprendre cela, il suffit d'être un galant homme.

De pareils actes révoltent tous ceux qui ont connaissance, et ils ont une singulière ironie quand on songe qu'ainsi que je vous l'ai dit, j'ai, il y a peu de temps, défendu ledit Billot contre les attaques qui lui avaient été portées, et que je ne suis pas un homme qui supporte mal les offenses, et la discipline n'a jamais consisté dans la bassesse et la servilité.

Servir veut dire être utile, c'est dans ce sens que doivent le comprendre des gens d'épée et non pas dans le sens qu'y attachent les laïques; je ne supporte encore plus mal les outrages quand il s'agit de la santé et des intérêts des êtres qui me sont le plus chers au monde et quand la vie et la raison de ma femme vont payer tout cela.

Je suis un très bon officier; on n'a qu'à voir mes notes, le sang versé par les miens; les services qu'ils ont rendus à la France; l'entourage qu'on s'en souvient; je suis dans une position extrêmement digne d'intérêt, et je suis, moi aussi, tout comme un Romain de la bonne époque.

« Au point de ne rien craindre, en état de tout faire ».

Sur les promesses formelles, écrites d'officiers généraux, en qui j'avais droit d'avoir toute confiance, j'ai pris pour ma famille, pour ma femme, des dispositions qu'une modification aujourd'hui viendrait rendre dispendieuses au delà de mes moyens, et je suis prêt à m'en aller, s'il le faut, quitte à faire appel à l'opinion par d'autres moyens que le colonel Allaire.

Je ne veux rien précipiter dans une affaire aussi grave et demandée à la bienveillance dont vous m'avez donné tant de preuves et dont je suis bien touché, de me guider.

Vous pourrez, si vous le jugez bon, parler de tout cela à Montebello, et lui donner mes éclaircissements; je vous demanderai de n'en pas parler à Weil. C'est un excellent homme, mais il a supporté sans broncher les plus effrayants des soupçons et les plus abominables des outrages, et, comme je n'ai pas la même manière de voir, il ne comprendrait rien à ma colère que tous ceux qui me portent intérêt trouvent légitime, et parmi ceux-là sont des colonels et des généraux qui me connaissent depuis de longues années et qui ne me cachent pas leur indignation.

Pardonnez-moi, mon cher député, cette longue, trop longue tartine et croyez à mon bien entier et reconnaissant dévouement.

ESTERHAZY.

Drumont propose d'envoyer à Billot un exemplaire richement relié de *Chariot sans muses*!

En tout cas, je suis bien résolu à faire quelque chose; je suis le général d'un homme qui, général de division, provoqua le général de Castellane qui l'avait insulté; le descendant par ma mère du colonel marquis de Paradailhan qui, sous Louis XIV, cassait son épée et jetait les morceaux au nez du commissaire, représentant de Louvois, qui lui avait manqué d'égards, et je me souviens de cette phrase, *recueillement* admettables du maréchal de Belle-Isle à son petit-fils entrant dans l'armée : « Le respect des lois militaires et de leur discipline fait que vous ne devez jamais discuter un ordre et, quelque absurde qu'il vous semble, vous devez l'exécuter jusqu'à la dernière goutte de votre sang, puis, si vous n'êtes pas satisfait, vous irez pour votre prince et la patrie; mais la discipline ne peut, en aucun cas, vous faire faire un acte vil, ni vous faire supporter un outrage ».

Déposition de M. Weil

ancien officier

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous avez été en relation avec le commandant Esterhazy. Dites-nous quelle a été la nature de ces relations, leur durée, et quels en ont été les principaux incidents?

Le commandant Weil. — Je me suis trouvé pour la première fois en relations avec M. Esterhazy, lorsqu'il a été affecté au service des renseignements, alors sous les ordres du commandant Campionnet, vers 1877 ou 1878 (je crois), aujourd'hui général en retraite et à Saint-Jean-de-Luz.

M. Esterhazy s'est trouvé au service des renseignements avec le lieutenant Henry qui fut momentanément (pendant quelques mois) attaché à ce service, lorsque le général de Miribel quitta ses fonctions de chef d'état-major général.

Après avoir quitté le service en 1880, je perdis complètement de vue M. Esterhazy.

Il ne revint me voir qu'en 1890 ou 1891, alors qu'il était capitaine-adjutant major, à Courbevoie. Déjà, à ce moment, il me parla de sa situation difficile, mais je voyais en lui un bon père de famille.

Quelque temps après avoir servi de témoin à M. Grémieu-Foa, il me fit part du préjudice que son intervention lui avait causé, du côté de sa famille et de la famille de sa femme.

Dès l'été 1894, comme vous le prouvera la lettre que je vous dépose, il me pria d'intervenir auprès de mes coreligionnaires; il m'avait montré, pour me convaincre, une lettre de M. de Beauval, son oncle.

Je suis en mesure d'affirmer que M. le grand rabbin obtint, dès ce moment, un secours assez considérable pour lui.

Dans l'intervalle, à une date qu'il serait facile de fixer en s'adressant à M. Bermond, avocat, 11, rue Laffitte, j'avais donné à M. Esterhazy mon aval de garantie sur deux billets que j'eus à rembourser à l'échéance, et qui s'élevaient à 2,500 francs.

Dans le courant de 1897 (à l'automne), il revint me parler d'une situation encore plus difficile, me déclarant que, les juifs étant cause de sa perte, c'était à eux de le sauver. Afin d'en finir, je lui demandai la somme dont il avait besoin; il m'évalua à 8,000 francs.

Je tentai alors des démarches auprès de Mme Furlado, démarches qui ne purent aboutir à cause de la mort de Mme Furlado.

Immédiatement après, j'entrepris une série de démarches, les unes personnelles, les autres dont j'eus l'obligeance de charger M. le grand rabbin. Et c'est ainsi que M. Esterhazy toucha une partie des sommes qui lui étaient destinées chez M. Bermond, à qui je les avais versées, une autre partie directement des mains

du grand rabbin, et la dernière partie dans les bureaux mêmes de M. de Rothschild.

L'ensemble des sommes ainsi versées s'éleva au moins à 10,000 francs.

Le président. — Avez-vous gardé la lettre de M. de Beauval?

M. Weil. — Non.

Le président. — Connaissez-vous l'écriture de M. de Beauval?

M. Weil. — Je crois m'en souvenir.

Le président. — Voulez-vous approcher et voir si la lettre que je vous soumetts, et qui aurait été adressée au commandant Esterhazy par M. de Beauval en 1894, est la même que celle qu'il vous aurait montrée?

M. Weil. — Je ne reconnais pas la lettre qui m'a été montrée par Esterhazy. L'écriture en était plus grosse; mais je crois bien reconnaître cette écriture dans la lettre que vous me montrez également et qui a été adressée, le 8 décembre dernier, par M. de Beauval à M. le juge d'instruction Bertulus.

Le président. — Connaissez-vous l'écriture d'Esterhazy? Et que pensez-vous du rapprochement de la lettre de juin 1894 avec l'écriture courante de cet officier?

M. Weil. — J'y trouve une très grande similitude.

Le président. — Avez-vous vu Esterhazy vers la fin de 1894, au moment où sont nés les incidents qui ont amené la condamnation de Dreyfus?

M. Weil. — Le changement de garnison d'Esterhazy de Rouen à Paris s'est effectué au mois d'octobre 1894.

Il est venu, à différentes reprises, me voir; nous avons causé, comme tout le monde, de l'affaire Dreyfus qui venait de naître, et j'ai gardé un souvenir exact des paroles que je vais rapporter et qu'il m'a tenues à une époque où le Conseil de guerre était déjà constitué et allait fonctionner.

— Pour moi, Dreyfus est innocent. Ce qui n'empêche pas qu'il sera condamné. Il a ajouté que la seule raison de sa condamnation, c'était l'antisémitisme.

Le président. — Esterhazy vous a-t-il paru, soit par ses connaissances militaires, soit par ses relations, en mesure de fournir des renseignements comme ceux dont parle le bordereau?

M. Weil. — Je ne saurais vous répondre sur cette question, n'ayant aucune donnée à cet égard.

Le président. — Savez-vous s'il avait accès dans certains milieux, où il aurait pu plus particulièrement se renseigner sur les choses militaires?

M. Weil. — Je l'ignore complètement.

Le président. — Savez-vous s'il aurait tenu à d'autres personnes le langage dont vous venez de parler, en ce qui concerne Dreyfus?

M. Weil. — Pas à ma connaissance.

Le président. — Au Conseil de guerre d'Esterhazy, vous avez été témoin. Ne s'est-il pas passé, à ce moment, un incident entre vous, Esterhazy et le président du Conseil de guerre?

M. Weil. — On m'a montré, au Conseil de guerre, la lettre d'Esterhazy de 1894, qui m'était adressée, mais qui m'avait été écrite pour être remise à M. le grand rabbin et lui faciliter ses démarches.

J'ignorais que cette lettre fût sortie de ses mains, et j'ignore, dans tous les cas, comment elle en est sortie; rien ne le prouve mieux que la lettre de M. le grand rabbin que je vous soumetts pour être jointe au dossier.

Quant aux sommes qui ont été obtenues soit par moi directement, soit par le grand rabbin, soit chez M. de Rothschild, il ne s'est jamais agi de prêts, mais de dons.

Ces questions m'ont été posées à l'instruction et devant le Conseil de guerre; j'y ai toujours répondu de la même façon.

Le président. — N'avez-vous pas, au mois de novembre 1896, et avant les incidents qui ont fait reprendre l'affaire Dreyfus dans la presse, reçu une lettre anonyme, destinée à vous inquiéter en vous faisant connaître que vous alliez être signalés, vous et Esterhazy, comme les auteurs de la trahison de 1894?

M. Weil. — J'ai, en effet, reçu à ce moment un billet anonyme, d'une écriture contrefaite, qui, si je m'en souviens, avait été mise à la poste rue Danton.

Le billet contenait ces mots :

« Un ami vous prévient que M. Castelin, dans son interpellation, va accuser Esterhazy et vous d'être les complices de Dreyfus ! »

J'écrivis à M. Esterhazy pour lui en faire part; je lui montrai le billet. Très ému, il me déclara qu'il fallait absolument faire quelque chose pour empêcher que cela se produisît, que je devais penser à la situation que cela lui ferait.

Après avoir quelque peu discuté avec lui, je m'engageai à remettre ce billet à mon ami M. Adrien Lannes de Montebello, député de la Marne et membre de la Commission de l'armée, qui connaissait d'ailleurs Esterhazy.

Ce billet a été remis par M. de Montebello à M. le général Billot, et je n'en ai plus entendu parler.

A partir du mois de février 1897, sur ma déclaration à Esterhazy que je ne pourrais plus rien pour lui et qu'il aurait à s'adresser ailleurs, je ne l'ai plus revu, sinon au Conseil de guerre.

Le président. — N'avez-vous pas reconnu, peut-être, dans la lettre anonyme de novembre 1896, des traits de l'écriture d'Esterhazy qui, en ce moment, aurait pu vouloir vous solidariser avec lui?

M. Weil. — Non. C'est une écriture complètement contrefaite.

Le président. — Vous avez, depuis — tout au moins par les journaux — pris connaissance du bordereau.

Pourriez-vous nous dire si les renseignements auxquels il s'applique (canon de 120 court et train hydraulique, troupes de couverture, formation de l'artillerie), ne pouvaient être en ce moment qu'à la connaissance d'un officier de l'état-major général et particulièrement de Dreyfus?

M. Weil. — Consacrant mon temps à mes recherches d'histoire militaire, il m'est d'autant plus difficile de répondre à cette question que je ne m'occupe pas de questions présentes et que j'ignore, par suite, le degré de diffusion des questions dont vous me parlez.

Le président. — Connaissez la situation précaire d'Esterhazy au moment où

l'affaire Dreyfus est née, connaissant également son caractère et sa manière d'être, quelle impression en avez-vous retenue lorsque vous avez vu le bordereau?

Dans l'hypothèse, aujourd'hui discutée, où ce bordereau serait l'œuvre d'Esterhazy, vous apparaît-il comme la preuve d'un acte réel de trahison, ou simplement comme un moyen de se procurer de l'argent, soit de la part de l'état-major français, soit d'une ambassade étrangère?

M. Weil. — Pour apprécier la portée du bordereau, il faudrait connaître — ce que j'ignore — les documents qui y étaient joints.

Je ne puis que répéter qu'Esterhazy cherchait avant tout l'argent.

C'est ainsi que dans la lettre adressée au grand rabbin, en 1894, et produite au Conseil de guerre, il parlait d'aller jusqu'au crime. Comme j'ai aidé alors au Conseil de guerre, en rapportant les propres paroles que m'avait dites Esterhazy, il entendait par ce mot *crime* que, s'il le fallait, il tuerait d'abord sa femme et ses enfants et se tuerait ensuite.

Le président. — Lorsque vous faisiez partie de l'état-major général, avez-vous jamais remarqué des sentiments peu bienveillants, de la part des officiers vos collègues, contre ceux qui pouvaient appartenir au culte israélite?

M. Weil. — En aucune façon. J'ai quitté l'état-major en 1880.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Weil.

Déposition du colonel Cordier

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1898

Le colonel Cordier. — Le bordereau a été apporté au colonel Sandherr par le commandant Henry.

En voici la preuve : le commandant Henry, qui avait éliminé l'ancien agent qui apportait directement à la section de statistique les pièces de même origine que le bordereau, recevait directement les pièces d'une autre personne. (L'élimination de l'ancien agent avait eu lieu à la suite de l'affaire Lillamp.)

Le commandant Henry était seul en relation avec cette personne dont l'existence était connue, du reste, de ceux qui, au bureau, devaient le connaître.

A cette époque, le commandant Henry recueillait lui-même les papiers, et faisait généralement cette besogne à son domicile. Quand les papiers à recueillir étaient en langue étrangère, le commandant Henry avait recours aux bons offices de l'un des capitaines de la section. Le colonel Sandherr, ni moi, n'avons jamais recollé un seul papier.

Par conséquent, le bordereau est arrivé de la façon habituelle et remis, recollé par Henry, au colonel Sandherr. Ce dernier m'a dit, à la date du 8 octobre matin, que l'affaire était tenue complètement secrète, que 10 ou 12 officiers généraux ou supérieurs de l'état-major de l'armée seuls la connaissaient, et que les deux capitaines de la section eux-mêmes l'ignoraient.

Du reste ces capitaines ne l'ont appris eux-mêmes que vers la fin d'octobre, au moment où l'affaire commençait à se bruits. C'est le colonel Sandherr ou moi qui, après en avoir conféré ensemble, les avons prévenus. Ces capitaines sont le capitaine Lauth et le capitaine d'artillerie Matton.

Demande d'un conseiller. — En ce qui touche les pièces françaises qui arrivaient par la voie ordinaire, était-ce, en principe, les capitaines attachés à la section qui recollaient ces pièces, comme les pièces en langue étrangère, ou était-ce le commandant Henry qui s'était réservé cette opération?

Le colonel Cordier. — En principe, le commandant Henry recollait les pièces en langue française et donnait les pièces en langue étrangère au capitaine Lauth.

Petit à petit, cet officier était devenu plus complètement le commandant Henry, qui avait fini par absorber une bonne partie du temps. J'ai même eu l'occasion de lui en faire l'observation, après l'affaire Dreyfus, dans le courant du mois de novembre 1894.

Le président. — Dans ce cas, le commandant Henry aurait pu également donner le bordereau à rétablir au capitaine Lauth, et ce serait en désaccord avec ce que vous nous avez dit tout à l'heure, au sujet de l'ignorance dans laquelle se trouvaient les capitaines au sujet de l'existence du bordereau?

Le colonel Cordier. — Je serais fort étonné d'apprendre que le bordereau a été recollé par le capitaine Lauth, et, dans ce cas, je ne m'expliquerais pas pourquoi cet officier m'aurait laissé croire, pendant plus de quinze jours, qu'il ignorait l'affaire Dreyfus.

J'aurais quelques renseignements à donner sur les fuites antérieures à l'affaire Dreyfus.

Il y a eu, à une certaine époque, des fuites nombreuses, mais la plupart de ces fuites ont été bouchées par l'arrestation et la condamnation de Boutonnet, bibliothécaire adjoint à Saint-Thomas-d'Aquin (qui livrait surtout des documents d'artillerie et d'expériences) et de Greiner, employé à l'état-major du ministère de la marine. A ma connaissance, au moment de l'arrivée du bordereau, il n'y avait plus qu'une fuite à aveugler; je puis en parler, puisqu'elle a été signalée à la tribune par le ministre de la guerre, M. Cavaignac : c'est celle qui concerne les plans directeurs de certaines places fortes.

A propos de ces fuites, je puis indiquer que la fameuse pièce « Ce canaille de D... » est entrée à la section de statistique à peu près à la même époque que les indications sur les plans directeurs, c'est-à-dire bien avant l'affaire Greiner; vers l'époque de cette affaire, la pièce « Ce canaille de D... » a dû être communiquée à une autre administration, et je crois bien qu'elle n'est rentrée à la section de statistique qu'après l'arrestation de Dreyfus.

Je puis même ajouter que, bien avant l'affaire Dreyfus, cette pièce avait servi de base à une surveillance exercée contre certain employé du ministère de la guerre.

Le président. — Ne pourriez-vous pas préciser le dossier auquel a été annexée

la pièce « Ce canaille de D... » et qui a été envoyée à une autre administration?

Le colonel Cordier. — Je n'ose pas préciser davantage, car voici les instructions qui, sur votre convocation, m'ont été données par le ministre de la guerre (lettre du 21 décembre 1898, adressée à M. le gouverneur de Paris qui m'a fait parvenir cette copie).

Vous voudrez bien faire connaître au lieutenant-colonel Cordier que je l'autorise à se rendre à cette convocation, et que je le délègue, à cet effet, du secret professionnel, sous la réserve de ne fournir aucune explication de nature :

1° A compromettre la sécurité du pays en faisant naître des complications diplomatiques ;

2° A désorganiser le service des renseignements en divulguant les noms de nos agents à l'étranger ;

3° En fin à mettre en cause des personnalités dont les noms n'ont pas à la manifestation de la vérité.

Signé : DE FREYCINET.

Le bordereau ne ressemblait à aucune des pièces que nous avions reçues jusqu'alors et ne correspondait à aucune fuite connue antérieurement.

Quant à Dreyfus, à ma connaissance, il n'y avait à son sujet aucune surveillance spéciale.

Tout ce dont je me souviens à son égard, c'est de ce qui est contenu dans la déposition du commandant Gendron au dossier judiciaire Dreyfus et, en outre, de ce fait, ayant besoin, pour un travail spécial et confidentiel, d'un officier connaissant parfaitement l'allemand, la section fut autorisée à utiliser, pendant quelques semaines, les services d'un stagiaire de 2^e année; on remit au chef de la section la liste des officiers remplissant les conditions requises et cette liste portait deux noms : celui du capitaine Dreyfus et celui du capitaine Junck; le capitaine Junck fut préféré au capitaine Dreyfus.

Le président. — N'avez-vous pas en connaissance de renseignements qui auraient été donnés, soit au ministère, soit à l'état-major, soit à votre bureau, tendant à indiquer qu'un officier d'état-major trahissait et ce, bien avant l'affaire Dreyfus?

Le colonel Cordier. — Je n'en ai pas souvenir, d'autant plus que je ne m'occupais pas de ces questions quand je remplaçais le chef de service; j'étais, du reste, absorbé par le véritable travail d'état-major. Henry, du reste, paraissait beaucoup tenir à garder pour lui ce genre d'affaires, car il ne pouvait pas s'occuper des autres.

Aussitôt l'arrivée du bordereau, on s'est occupé à chercher tous les renseignements possibles sur l'existence de Dreyfus.

Pendant la période de l'enquête de l'officier de police judiciaire, les premiers renseignements venus semblaient très défavorables. Il était question de femmes, de tripots, etc. Le maximum de charges de ce genre a coïncidé avec la remise du rapport de l'officier de police judiciaire au ministre de la guerre, et avec la publication dans les journaux du nom de Dreyfus.

A ce moment, les agents des recherches ne pouvaient ignorer les motifs pour lesquels on leur faisait faire des enquêtes au sujet du capitaine Dreyfus.

On leur fit alors des recommandations très spéciales pour qu'ils ne laissent influencer ni dans un sens ni dans l'autre.

Depuis cette époque, à mesure qu'on voulait faire préciser les mauvais renseignements reçus, leur gravité s'atténuait, et il ne semblait pas que les dépens de Dreyfus fussent au-dessus de ses ressources. Les renseignements venus de Mulhouse, où il avait de grands intérêts, assez mauvais au début, avaient été remplacés par d'autres beaucoup plus satisfaisants, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

A une époque que je ne puis préciser, la pièce « Ce canaille de D... » entra à la section de statistique.

Elle fut communiquée soit à l'officier de police judiciaire, soit au rapporteur.

Le colonel Sandherr avait aussi donné l'ordre au commandant Henry de rechercher, dans toutes les pièces du service, ce qui pouvait à la rigueur se rapporter plus ou moins à l'affaire à l'instruction; ces pièces ne m'ont jamais paru avoir une valeur bien sérieuse.

Les pièces entraient au service et en sortaient sans être inscrites sur un registre spécial; il est, du reste, impossible qu'il en soit autrement dans un service de nature essentiellement secrète.

Quant à la date des pièces, pendant très longtemps on inscrivait rarement une date sur la pièce; ce soin était laissé à l'appréciation de l'officier qui avait à s'occuper du genre d'affaire traité par la pièce. Cependant, depuis 1893, il avait été décidé qu'en principe on mettrait, sur chaque pièce, au crayon de couleur, la date de la pièce, ou, dans le cas où on ne connaîtrait pas cette date, celle de l'entrée à la section.

C'est au courant de l'instruction judiciaire que se place un incident concernant le colonel Sandherr. Un jour, le colonel Sandherr m'exprima en termes très vifs l'ennui que lui avait occasionné la visite d'un ou deux membres de la famille Dreyfus. Il regretta que sa qualité de Mulhousien l'exposât à des visites de ce genre, et il trouva mauvais qu'on osât venir le réclamer jusque chez lui. Il ne m'a pas dit qu'une tentative de corruption ait été faite contre lui; mais de ce qu'il ne m'a pas dit cela, cela ne prouve rien ni pour ni contre le fait. Il a dû être plus explicitement avec des camarades de Mulhouse pour lesquels les personnes en question n'étaient pas des inconnus, tandis que sa conversation avec moi avait lieu en plein service, au milieu d'autres communications.

L'affaire a été suivie jusqu'à la comparution de Dreyfus devant le Conseil de guerre. Ce fut le lieutenant-colonel Picquart qui assista aux débats comme représentant du ministre de la guerre.

Nous avons appris de diverses personnes que la déposition du commandant Henry avait produit mauvais effet. Elle avait paru passionnée et apprise par cœur. On a dit la même chose de celle de l'archiviste Gribelin.

Demande d'un conseiller. — Pouvez-vous nous indiquer les noms de quelques-unes des personnes qui vous auraient donné ce renseignement concernant le témoignage d'Henry?

Le colonel Cordier. — Non. Cela me serait très difficile. Tout le monde parlait de l'affaire.

Demande d'un conseiller. — Vous nous avez dit tout à l'heure : « Nous avons été rassurés quand nous avons su que Dreyfus était condamné à l'unanimité ? » Qu'entendez-vous dire par là ?

Le colonel Cordier. — Nous savions que Dreyfus, en arrivant devant le Conseil de guerre, n'avait pas avoué, qu'il n'y avait à sa charge, comme preuve matérielle, que le bordereau, sur lequel les experts n'étaient pas d'accord, et les témoignages des officiers, que nous ne connaissions pas d'avance, que nous pensions devoir être graves, mais n'arguant pas de faits positifs et précis de trahison.

S'il n'y avait pas eu unanimité parmi les juges, le doute pouvait continuer à subsister.

Le mot « rassurer » que j'ai employé n'implique pas une pensée d'hostilité contre le condamné, mais la satisfaction de voir cette affaire si pénible terminée.

Le colonel Sandherr était un homme à la fois très patriote et très loyal. S'il nous était arrivé, même au dernier moment, une pièce attestant l'innocence de Dreyfus, elle eût été immédiatement communiquée.

Nous étions convaincus, et beaucoup le sont encore, que le coupable était un officier d'état-major. Supposé qu'il ait été acquitté, il fallait en chercher un autre.

Le président. — Avez-vous entendu dire, à cette époque, que des pièces secrètes, qui n'auraient pas figuré à l'instruction, avaient été communiquées au Conseil de guerre?

Le colonel Cordier. — Ce bruit a couru aussitôt après le procès.

Le président. — Mais des pièces de cette nature, qui auraient dû être nécessairement extraites de votre service, pouvaient-elles en sortir à votre insu?

Le colonel Cordier. — En principe, non. Cependant, en fait, on a très bien pu ne pas me les montrer.

Demande d'un conseiller. — Le bureau de la statistique n'était-il pas en rapports directs avec le cabinet du ministre, et ne pouvait-il pas arriver que le cabinet fit directement réclamer certains dossiers dans des affaires importantes?

Le colonel Cordier. — Parfaitement. La section de statistique, appartenant en droit à l'état-major de l'armée, avait des relations directes et constantes avec le cabinet du ministre, et souvent avec le ministre lui-même. Ces relations étaient quotidiennes, ou semi-quotidiennes, suivant les ministres. Sous certains ministres, elles avaient lieu à la fois, périodiquement, avec le ministre lui-même et avec son chef de cabinet.

Il y avait même, à la section de statistique, à la fois du papier à en-tête du cabinet et du papier à en-tête de l'état-major.

Le président. — Avez-vous entendu parler des aveux que Dreyfus aurait faits le jour de sa dégradation?

Le colonel Cordier. — Je n'en sais rien, quel que soit le jour. Les journaux. Dans la période qui s'étend entre la condamnation de Dreyfus et le 2 juillet 1895, date à laquelle j'ai remis le service au colonel Picquart, je n'ai rien à signaler d'extraordinaire en dehors de la remise à la section de statistique du dossier judiciaire de l'affaire Dreyfus. A ma connaissance, ce dossier n'a pas été ouvert, au moins jusqu'au 2 juillet.

Dans les dernières semaines de ma présence à l'état-major de l'armée, j'ai remplacé le colonel Sandherr, malade, en sorte que c'est moi seul qui ai transmis les consignes au commandant Picquart, qui devait me remplacer pendant quelques jours, pour prendre ensuite la direction de la section quand le colonel Sandherr serait affecté à un régiment.

Il n'y a aucune règle écrite pour la direction de la section. Il y a seulement les traditions et les ordres successifs donnés par les ministres, leurs chefs de cabinet, les chefs ou sous-chefs d'état-major successifs. Je n'entrerai pas naturellement dans le détail de ces consignes; mais je puis les caractériser en une phrase : le chef du service des renseignements, le droit absolu de faire tout ce qui est utile au service. En outre, comme habitudes prises et règles suivies depuis nombre d'années, le chef du service ne rendait point compte, en principe, à ses supérieurs, des détails de la marche des affaires. Comme exemple, je puis donner le suivant, en l'indiquant aussi légèrement que possible : dans une affaire d'ordre militaire où le service pouvait utiliser les aptitudes d'officiers ou d'ingénieurs militaires, on préférait employer un artisan de petite ville, et on recourait même aux avis d'un artiste civil. Dans cette affaire, les supérieurs connaissaient le